lutte ouvrière

HEBDOMADAIRE PARAIT LE MARDI N° 322 — SEMAINE DU 29 OCTOBRE AU 4 NOVEMBRE 1974 PRIX : 2 F

contre la hausse des prix les travailleurs doivent se défendre

les postiers montrent l'exemple

revue de la presse d'extrême-gauche

LA QUERELLE P.S.-P.C.F.

l'internationale

Sous le titre « Unité sur un programme anticapitaliste dans des comités de base » l'Internationale **(n° 61 du 16 octobre) commente la « querelle » entre le PS et le PCF. L'organe de l'AMR reproche à ces deux organisations, et en particulier au PS, de rester sur le terrain du parlementarisme, en un mot de s'arrêter en chemin. Car que veut dire d'autre la phrase suivante :** « Il est bon que le PS ait été entraîné sous la pression des masses à la lutte pour le pouvoir » **?**

A vrai dire, seule la politique modérée du PS et du PC retarde les échéances pour le régime. En dehors des périodes électorales, ils n'ont rien fait pour mobiliser effectivement la force dégagée de leur unité. Le « Programme Commun » est resté au niveau d'un accord électoral et n'a même pas été pris comme base d'action. L'attaque déclenchée par G. Marchais contre le rééquilibrage effectué par Mitterrand au sein de la gauche apparaît bien plus comme une querelle d'appareils que comme le résultat d'une réflexion sur les moyens à mettre en œuvre pour abattre le système.

Reprocher à Mitterrand d'avoir redonné une perspective au PS et d'avoir amélioré le rapport des forces entre le PS et le PC n'est pas sérieux. Il est bon que le PS ait été entraîné sous la pression des masses à la lutte pour le pouvoir. Par contre, on ne peut être satisfait de ce que cette lutte soit restée au plan électoral, dans le respect des institutions de la V^e^ République.

Or, sur ce point, jamais le PC n'a cherché à pousser son allié hors des sentiers du parlementarisme. Au contraire, il a été parmi les plus chauds supporters du suffrage universel, en tant que moyen pour parvenir au pouvoir. On doit dénoncer sans relâche les ouvertures à droite du PS, or le PCF s'est toujours incliné sans protester devant les propositions réformistes de Mitterrand de même qu'il a pris les devants dans la politique de la main tendue aux gaullistes. Marchais a été le premier à déclarer qu'on ne devait pas se battre pour le socialisme mais pour des « changements raisonnables ». Et c'est le PCF lui-même qui a dit ne pas vouloir de MINISTERE-CLE au sein d'un gouvernement de la gauche !

C'est aux militants d'avant-garde d'utiliser cette « querelle » pour faire avancer le débat, en le centrant autour des structures à mettre en place pour faire en sorte que L'UNITE DE LA CLASSE SOIT GARANTIE PAR LES COMITES DE BASE ; que ces comités unitaires de base soient déterminants pour l'élaboration des revendications transitoires au socialisme, dans la lutte pour le contrôle, pour un gouvernement du PC et du PS et pour imposer l'autogestion socialiste.

LE PORTUGAL

rouge

Discutant avec ceux qui, tels l'AMR ou Politique-Hebdo, « ne cessent de tresser des couronnes » **au MFA (Mouvement des Forces Armées) portugais,** Rouge **(n° 270 du 18 octobre) considère qu'il s'agit d'un mouvement qui se situe** « entre la Cagoule et la franc-maçonnerie ».

Après la chute de Caetano, cet investissement massif des officiers de carrière, dont la formation anticommuniste dans l'OTAN et la guerre coloniale ne sont pas, c'est le moins qu'on puisse dire, une garantie de leur radicalisme, a eu une fonction **essentielle.**

PRESERVER L'UNITE DE L'ARMEE ?

A l'heure où tout l'appareil policier et politique de la bourgeoisie s'effondrait, nous verrons ce que signifient dans ces conditions les conséquences d'un soutien critique au MFA.

Le MFA, qui compte quelques centaines de membres, est structuré sur la base de la hiérarchie militaire et ne comprend que des officiers. Constitué comme une Cagoule ou une franc-maçonnerie, personne ne connaît son dispositif opérationnel. Le nom des officiers sur lesquels il s'appuie dans les unités militaires, son réseau de communications autonome, sont secrets.

Toute sa conception militaire de l'intervention à mener contre Spinola le 27 septembre reproduit les schémas du verticalisme hiérarchique. Le MFA s'est appuyé sur les unités dont le commandement lui était acquis, en court-circuitant celles où les officiers fascistes dominaient. Mais tout le plan de riposte militaire qui s'est appliqué le 27 septembre montre que la tactique du MFA est fondée sur deux axes : jouer sur les **divisions verticales de l'armée (unités sûres contre unités peu sûres) et sur la division des tâches** entre MFA et le prolétariat, considéré comme une simple force d'appoint non armée.

D'ores et déjà, cette conception **substitutiste** est en retard sur le niveau de conscience atteint par les travailleurs portugais. C'est spontanément que les travailleurs sont descendus dans la rue, ont édifié des barricades. Et les quelques fascistes qui ont tenté de franchir en force les barrages ont compris, à coup de chevrotines, que les travailleurs entendaient assurer leur autodéfense contre les menées de la réaction.

La bourgeoisie portugaise a été défaite — mais elle ne renonce pas. D'autant que la répression ne frappe aujourd'hui que le secteur latifundiste. Les secteurs industriels jouent aujourd'hui la souplesse et la Confédération de l'industrie portugaise a réaffirmé, au lendemain de la démission de Spinola, son appui au MFA. Il est vrai que la campagne de reconstruction nationale développée par le PC et le MFA ne sont pas pour lui déplaire à court terme. Là encore, nos joyeux zélateurs inconditionnels du MFA se gardent bien de dénoncer cette politique qui aboutit à multiplier les heures de travail « volontaire » pour la classe ouvrière.

INFORMATIONS OUVRIÈRES

Sur le même sujet, Informations Ouvrières **(n° 675 du 15 octobre) reproche à Marchais de briser l'unité réalisée sur des bases électoralistes en mai dernier, car selon** IO, **le PCF craint le mouvement de masse que cette unité exprime.**

Rien, en apparence, ne justifie donc le titre agressif de la « une ». Peu importe. Les dirigeants du PCF ont décidé de dresser les militants du PCF contre le Parti Socialiste. Depuis plusieurs jours, la campagne bat son plein. Le résultat des élections législatives partielles n'est à l'évidence qu'un prétexte.

Si la préoccupation principale de Marchais était vraiment de **« renforcer la gauche au seul détriment de la droite »,** ne devrait-il pas alors mettre en relief, dans le résultat des récentes élections partielles, la défaite cuisante subie par les représentants de la majorité giscardienne et le fait que deux anciens ministres de Pompidou, Fontanet et Lecat, aient mordu la poussière ?

Il faut décidément aller chercher ailleurs les raisons de l'attitude de Marchais, à laquelle Mitterrand répond de son côté en ajournant les réunions prévues entre les dirigeants des deux partis.

Ce qu'ont démontré les élections partielles, c'est que le puissant mouvement qui s'est manifesté les 5 et 19 mai par la concentration sur le nom du premier secrétaire du PS de l'écrasante majorité des suffrages ouvriers et de millions de suffrages de paysans, d'artisans, de cadres, de commerçants, ce mouvement n'a cessé depuis de se développer en ampleur et en profondeur.

Nous n'avons jamais dissimulé, en ce qui nous concerne, notre jugement, fondé sur toute l'expérience du passé, à l'égard de l'Union de la gauche, dans laquelle les partis ouvriers se subordonnent politiquement aux intérêts de la bourgeoisie, représentée dans l'alliance par les banquiers radicaux, et demain peut-être par tel ou tel groupe de politiciens, débris du gaullisme.

Il n'empêche que des millions de travailleurs ont vu et voient encore dans l'Union de la gauche d'abord l'alliance du PCF et du PS, sur laquelle ils fondent leur conviction qu'il va être, qu'il est déjà nécessaire et possible d'en finir avec le gouvernement actuel, sa majorité et les institutions réactionnaires de la V^e^ République.

Voilà ce qui fait peur à Georges Marchais et qui explique ses réactions brutales et apparemment « inattendues ». Car il n'est pas possible à la fois d'agir pour étouffer la grève des marins du « France » et celle des travailleurs de l'ORTF, et de laisser en même temps se développer le sentiment que l'unité des partis ouvriers va permettre d'en finir avec Giscard.

Pour Georges Marchais, cette unité des partis ouvriers, que les travailleurs croient entrevoir dans l'Union de la gauche, elle est encore de trop ! Pour les dirigeants du PCF, rien n'est décidément plus dangereux que l'idée selon laquelle Marchais et Mitterrand pourraient gouverner ensemble, car elle suggère comme possible et réaliste un départ anticipé de Giscard et de son gouvernement !

Mitterrand, lui, en tant que « premier secrétaire » du PS, semble bénéficier de toutes les indulgences de l'éditorialiste de IO.

" L'HUMANITÉ ROUGE " ET LA DÉFENSE NATIONALE

L'HUMANITÉ rouge

L'Humanité Rouge **(n° 245 du 17 octobre) polémique avec** Communisme, **revue maoïste, elle aussi, qui reproche à** HR **son attitude favorable à la défense nationale.** L'Humanité Rouge **répond que** Communisme **n'a rien compris et confond contradictions principales et secondaires. Et qu'il ne faut pas confondre le danger constitué par les dirigeants révisionnistes, principal, et celui constitué par les gaullistes et le gouvernement, secondaire... pour l'instant. La dialectique au secours de Degré, Soufflet, Giscard, en quelque sorte !**

Communisme adopte en fin de compte la même ligne de conduite. Il reproche à Henri Jour d'avoir écrit que « l'ennemi principal à combattre sur le plan international, ce n'est pas l'impérialisme français », donc pour **Communisme,** l'ennemi principal du prolétariat français, sur la scène internationale, **c'est** l'impérialisme français ! De même on nous reproche de voir que la lutte pour le partage du monde, donc le danger de guerre, vient de deux superpuissances, et non de cinq ou six (dont la France) comme au bon vieux temps de Lénine ! La France fauteur de guerre, la France antidétente : **c'est exactement la propagande révisionniste.** Au contraire, Teng Siao-ping remarquait dans son discours à l'ONU : **« Les deux superpuissances, les plus grands exploiteurs et oppresseurs internationaux de notre époque, constituent le foyer d'une nouvelle guerre mondiale ».** Vous avez bien lu : deux superpuissances, et non pas cinq ou six puissances impérialistes. Et notre camarade chinois précisait : **« Elles menacent ainsi l'indépendance et la sécurité de tous les autres pays »** et encore : **« Les pays développés** (donc la France) **souffrent** tous, **à des degrés divers, de la mainmise, de la menace ou des vexations de l'une ou l'autre superpuissance ».**

Les rédacteurs de **Communisme,** qui n'ont pas pour deux sous de dialectique, peuvent-ils comprendre que si nous portons nos coups principaux, de concert avec les peuples du monde, contre l'hégémonisme des deux superpuissances, alors l'impérialisme français sera balayé dans la foulée ? Peuvent-ils comprendre que, si nous soutenons les aspects positifs de la politique extérieure française, **donc** si nous portons nos coups principaux aux révisionnistes qui veulent **détruire** ces aspects positifs, c'est pour hâter l'heure de la révolution prolétarienne ? Peuvent-ils comprendre qu'on ne peut éduquer et mobiliser notre peuple contre les deux superpuissances ni renforcer sa vigilance sans combattre impitoyablement tout ce qui représente la capitulation devant l'une ou l'autre superpuissance, c'est-à-dire principalement les dirigeants révisionnistes, et secondairement **pour l'instant** les tendances capitulationnistes chez les gaullistes ou dans le gouvernement actuel ?

Contre la hausse des prix les travailleurs doivent se défendre

LES POSTIERS MONTRENT L'EXEMPLE

LA grève des postiers, qui est partie des centres de tri il y a une dizaine de jours, n'a cessé, depuis, de s'étendre et de s'approfondir. Toutes les catégories du personnel des PTT sont aujourd'hui en lutte. Et cette grève a, d'ores et déjà, cessé d'être un mouvement revendicatif n'intéressant que les postiers, pour devenir un fait politique concernant directement tout le pays. Sans courrier aujourd'hui, sans téléphone demain, c'est en effet toute la vie économique qui sera touchée parce que le gouvernement ne veut pas céder aux légitimes revendications des postiers.

Les employés des PTT sont entrés en lutte contre les scandaleuses conditions de travail qui leur sont faites, pour réclamer l'embauche de personnel supplémentaire, car dans les PTT, comme dans tous les services publics, l'Etat s'efforce de limiter le plus possible ses dépenses sur le dos du personnel (et des usagers), préférant réserver ses largesses pour l'équipement de la police et de l'armée. Les employés des PTT protestent également contre les menaces de démantèlement qui pèsent sur cette administration, contre toute tentative éventuelle de faire cadeau aux capitalistes privés des secteurs des PTT qui peuvent être rentables. Et surtout, les employés des PTT revendiquent, face à la hausse du coût de la vie, une revalorisation de leurs salaires de l'ordre de 200 F par mois.

Tous les travailleurs de ce pays sont solidaires des postiers en lutte parce que les problèmes qui se posent aujourd'hui aux employés des PTT sont des problèmes qui se posent à tous les travailleurs.

Malgré toutes les promesses gouvernementales, malgré les opérations bidon « frein sur les prix », l'inflation ne s'est pas ralentie, bien au contraire. Et les salaires des travailleurs sont évidemment bien loin de suivre cette course effrénée des prix, qui touche au premier chef les produits de première nécessité, ceux qui constituent la plus grande partie du budget des familles ouvrières. Alors, que les postiers revendiquent une revalorisation de leurs salaires c'est bien normal. Et ce qui serait anormal, ce serait que les travailleurs acceptent sans rien dire, sans réagir, de faire les frais de la situation économique. Car le problème de lutter pour sauvegarder leur pouvoir d'achat se pose à tous les travailleurs, et pas seulement aux postiers.

Face à la situation actuelle, les travailleurs doivent se donner deux objectifs. D'une part la revalorisation de leurs salaires, afin de rattraper au minimum le pouvoir d'achat que l'inflation leur a fait perdre ces derniers mois.

Et d'autre part, et c'est le plus important, ils doivent imposer une véritable échelle mobile des salaires, c'est-à-dire une indexation des salaires sur la hausse réelle des prix (et non sur les indices offciels arrangés pour la circonstance), jouant automatiquement **et** mensuellement, **parce que c'est la seule manière d'éviter que notre pouvoir d'achat continue de se dégrader à l'avenir, et que toute augmentation de salaires que nous puissions arracher soit réduite à rien en quelques mois par le jeu de l'inflation et de nouvelles hausses des prix.**

Mais imposer une telle échelle mobile des salaires, cela ne peut se faire qu'à l'échelle de tout le pays, de toute la classe ouvrière. Et cela ne peut se faire que par la lutte.

Contre la politique de vie chère du gouvernement, les postiers nous montrent l'exemple.

Mais pourquoi, alors que le mécontentement est général parmi les travailleurs, les confédérations syndicales, dont cela devrait être le rôle, ne mettraient-elles pas tout en œuvre pour organiser une riposte d'ensemble de la classe ouvrière ?

Ce sera, en tous cas, un jour ou l'autre indispensable et les travailleurs doivent le savoir et s'y préparer.

Arlette LAGUILLER.

La reconnaissance de l'OLP ne signifie pas la reconquête des droits du peuple palestinien

APRES l'invitation de l'OLP à l'assemblée générale de l'ONU, la rencontre Sauvagnargues-Arafat a marqué un peu plus la place grandissante qu'occupe l'OLP dans la diplomatie au Moyen-Orient.

Cette « ascension », qui s'est encore confirmée au sommet arabe de Rabat, venant après tant d'années de luttes, d'échecs et d'espoirs déçus pour le peuple palestinien, traduit l'évolution de la situation au Proche-Orient.

Giscard, en étant le premier des chefs d'Etat occidentaux à envoyer son ministre des Affaires étrangères rencontrer, et donc reconnaître le chef de l'OLP, n'a pas accompli un « exploit » ou une « hardiesse » diplomatique. Il a reconnu le fait palestinien. Ce même fait palestinien que Kissinger avait admis dès la fin de la guerre du Kippour, et qu'Israël lui-même ne conteste pas.

Les grandes puissances ont décidé d'une paix, et cette paix, passe justement par la reconnaissance du fait palestinien, par des concessions israéliennes. Et le seul interlocuteur palestinien qui soit susceptible d'être reconnu par tous est l'OLP.

Dans la paix mutilée que dessinent les grandes puissances, c'est à l'OLP que reviendra le mouchoir de poche qu'on compte faire lâcher à Israël.

Alors Giscard ne fait que voler au secours du petit succès remporté, un an après la guerre du Kippour, par l'OLP. Et la droite israélienne a beau protester et réclamer l'annulation de la visite en Israël que Sauvagnargues doit effectuer cette semaine, cette visite n'en n'aura pas moins lieu. Car elle n'est somme toute qu'une phase du ballet diplomatique qui s'engage pour réaliser la « paix » voulue par les grandes puissances. Un ballet dont la scène finale devrait se tenir à Genève.

On verra peut-être à Genève naître un Etat ou un territoire palestinien, sous contrôle de l'OLP. Mais cet Etat ne sera qu'un morceau de la Cisjordanie, coincé entre Israël et la Jordanie, une mince bande de territoire économiquement non-viable qui risque bien de n'être qu'un immense camp de réfugiés.

C'est cela que les grandes puissances comptent imposer comme « solution » du problème palestinien. Cette solution-là ne permettra pas au peuple palestinien de vivre et n'en sera donc pas une. Quel que soit le jeu des grandes puissances et les « points marqués » par l'OLP sur la scène internationale, la paix ne sera pas en vue tant que le peuple palestinien n'aura pas retrouvé ses droits, et la possibilité de vivre dans un Etat où il ne soit plus réfugié mais maître de lui-même.

Jacques LENOIR.

sommaire

EN FRANCE

● Politique intérieure

Page 4
— Incurie confirmée et racket organisé : les projets gouvernementaux en matière de transports.
— Groupe scolaire Curial - Cambrai : quand le PCF traite les mères de famille « d'aventurières ».

Page 5
— Les déclarations de Poniatowski... et la vraie question.

Page 6
— Justice : mais où sont donc passées les réformes ?

Page 7
— Il y a dix ans : la CFTC devenait la CFDT.

Page 20
La grande misère des hôpitaux.
— Pour quelques infirmières de plus...
— Comment le ministre de la Santé résoud le problème du manque de personnel dans les hôpitaux.

● Dans les entreprises

Page 8
— **Echos des entreprises.**

Page 9
Creusot-Loire.
— Saint-Etienne : la grève trahie par les directions syndicales.
— Saint-Chamond : surtout pas tous ensemble !

Pages 10 et 11
Les postiers en lutte.
— La grève s'est maintenant étendue à tous les services postaux.
— La grève dans les centres de chèques postaux parisiens.
— Les auxiliaires aux PTT.
— Echos de la grève dans les tri de province et de Paris.

Page 12
— Néogravure : quand les patrons et la Haute Finance veulent réorganiser sur le dos des travailleurs.
— UAP (La Défense) : après la vague d'exclusions, une certaine gêne à la CGT... et aussi à l'ORTF !

Page 13
— Mille cinq cents licenciements à Idéal-Standard : les travailleurs sont décidés à défendre leurs droits.
— Compteurs Schlumberger : un CCE pas ordinaire !
— SNCF (Dijon) : au triage de Perrigny-Gevrey, la SNCF s'acharne sur un travailleur combatif.

Page 14
— Caisse de Sécurité sociale (Lorient) : les grandes manœuvres d'humanisation... à nos dépens.
— Chez Le Béon : la croisade d'un patron de droit divin.

Page 15
— LMT (Orvault) : « Il faut savoir terminer une grève »...
— Guéry (Deux-Sèvres) : après Cerisay, les travailleurs de Guéry en lutte.
— Trailor (Lunéville) : non aux licenciements !
— Cipel (Caudebec) : la direction a reculé.

DIVERS

Page 16
— A propos de la réédition du livre d'Edouard Bernstein : **Les présupposés du socialisme.**

Page 19
— Livres : **Le mal de lune,** de Vladimir Pozner.
— Cinéma : **L'exorciste,** de W. Friedklin.

Réunion Publique Lutte Ouvrière

A SOCHAUX

SAMEDI 9 NOVEMBRE
à 20 h 30 - Salle du Prado

Crise économique et crise politique : OU VA LA GAUCHE ?

INCURIE CONFIRMÉE ET RACKET ORGANISÉ :

Les projets gouvernementaux en matière de transports

APRES l'augmentation de l'essence, du gaz, de l'électricité, des impôts, après la limitation du chauffage, après le « payez plus pour avoir froid », le gouvernement n'envisage rien de moins que de « convertir » par la pression fiscale des milliers d'automobilistes... aux joies de la marche à pied ou de la bicyclette.

En effet, le gouvernement a décidé que nous connaîtrions la pénurie d'essence et autres produits pétroliers parce qu'il entend réserver ses devises à d'autres achats.

Et pour « dissuader » les automobilistes d'acheter de l'essence, les mesures les plus variées ont été envisagées au cours des mois écoulés : on a parlé de rationnement de l'essence, de tickets ; il a même été question de limiter davantage les vitesses ou d'interdire la circulation le dimanche.

Tout dernièrement c'est un nouveau catalogue de mesures presse-quidam qui a été soumis à l'imagination fertile des ministres. Et ceux-ci sont en train de mijoter une petite opération « Boum sur les automobilistes ! ».

Dénominateur commun : A vos poches !

— péages sur les autoroutes urbaines radiales,
— nouvelle augmentation du prix des carburants en y incluant la vignette,
— stationnement payant étendu et plus cher,
— taxe de stationnement pour les automobilistes n'ayant pas de garage,
— augmentation des tarifs d'enlèvement des voitures mal garées...

Et en échange de ces mesures bien concrètes, une hypothétique amélioration des transports collectifs. Ah ! des promesses, ces messieurs savent en faire pour nous vider notre porte-monnaie : mais pas un vieillard n'a vu lui revenir l'ombre d'un centime des milliards des vignettes !, mais en guise d'amélioration des transports collectifs les habitants de la région parisienne ont vu l'ouverture de quelques rares stations de métro... et la suppression de nombreuses lignes d'autobus en banlieue ; ceux de province ont vu des gares fermer. Et pendant ce temps, on continuait à nous soustraire de l'argent par les impôts directs ou les lourdes taxes sur l'essence.

Aujourd'hui, comme hier, ce qui risque de voir le jour comme amélioration, c'est ce qui ne coûte rien : des rues réservées aux piétons, l'ouverture de nouveaux couloirs d'autobus. Dérisoire !

Car dans les gigantesques agglomérations urbaines, où les travailleurs sont obligés d'aller se loger de plus en plus loin de leur lieu de travail — loyer oblige — l'Etat s'est montré incapable de mettre en place un réseau de transports collectifs suffisant, confortable et adéquat.

Et aujourd'hui, après avoir contraint des millions de gens à pallier son incurie par l'achat d'une voiture individuelle, il entend en priver les uns et gruger les autres.

Mais il veillera à promouvoir les deux roues ! Et si prendre bus, train, métro, bus, marcher, payer et y passer des heures ne vous convient pas pour aller de Versailles à Nogent-sur-Marne, par exemple,... vous pourrez toujours y aller à bicyclette ! Voilà ce que ces messieurs pensent... pour nous !

Isabelle DUBOIS.

L'essence indispensable ? Allons donc ! Un peu d'imagination suffit... si l'on ne veut pas se contenter du vulgaire vélo ! (Ph. A.F.P.)

Groupe scolaire Curial-Cambrai (Paris-19e)

QUAND LE P.C.F. TRAITE LES MÈRES DE FAMILLE "D'AVENTURIÈRES"

LE samedi 12 octobre une manifestation était organisée par l'Association des parents d'élèves de la cité HLM Curial-Cambrai dans le 19e arrondissement. L'APE appelait aussi à une grève des élèves pour le samedi matin.

Il s'agissait de protester contre le maintien cette année encore d'un bâtiment scolaire dit « provisoire » et qui est en service depuis 5 ans. Il est vrai que dans l'Education nationale, le provisoire dure longtemps.

Cette école ne répond pas aux normes de sécurité. L'administration le reconnaît, la commission de sécurité l'a révélé au moment de la rentrée scolaire. Récemment les classes ont été inondées par la pluie ; les élèves ont été évacués et les femmes de service ont dû éponger l'eau à coups de pelle et de seau. De plus, le 1er étage menace de s'écrouler !

Bref, le ras-le-bol était grand parmi la centaine de personnes qui manifestait devant l'école — des mères de famille pour la plupart — d'autant plus sensibilisées que le CES Pailleron est dans leur arrondissement.

Au cours de la manifestation l'APE avait prévu une visite des locaux. Mais en prenant la parole, le président de l'APE déclarait qu'il ne serait pas possible de visiter l'école, car l'administration l'avait refusé.

Aussitôt plusieurs mères de famille protestèrent : « l'autorisation, on ne l'aura jamais », « nous avons le droit de voir dans quels locaux sont accueillis nos gosses, etc. ». Se sentant contesté par les mères de familles, Yves Cibeau, un conseiller municipal communiste du 19e arrondissement, membre de l'APE, prit alors la parole et, tirant prétexte d'un tract de soutien à la manifestation que venait de distribuer une militante de l'OCI, également membre de l'APE, se lança dans une violente diatribe contre les gauchistes qu'il accusait *« de vouloir démolir l'APE »*, *« de s'en servir comme tremplin pour leur organisation »*. Ne pouvant s'en prendre directement aux mères de famille, il les mit en garde contre ce qu'il appela : *« les gigoteurs et les aventuriers »* présents dans cette manifestation.

Il termina en hurlant : *« qu'il fallait battre les gauchistes dans la cité »* !

A ce cri de hargne, plusieurs parents protestèrent et demandèrent des comptes aux responsables de l'APE : *« Nous avons adhéré à l'APE et non au PCF »*, *« tous les parents ont leur place à l'APE, ceux d'extrême-gauche comme les autres »*.

Le bureaucrate brandit alors la menace de la police devant les parents les plus décidés *« si vous entrez dans l'école vous aurez aussitôt trois cars de flics sur le dos »*, *« si c'est ce que vous voulez eh bien allez-y, cassez les portes »*.

Certains parents dégoûtés disaient qu'ils ne viendraient pas la prochaine fois. Mais bien d'autres avaient compris que pour obliger l'administration à assurer la sécurité de nos enfants, il faudra recommencer en étant non seulement plus nombreux mais aussi en ne se laissant pas intimider par les coups de gueule et les manœuvres de division des bureaucrates du PCF.

La rentrée au C.E.T. de Dourdan

Au CET Charles-Péguy, la rentrée, pour nous les élèves, c'est la pagaille.

Ouvert cette année, le CET se compose de trois bâtiments en préfabriqué, mais il n'y a pas l'électricité, ni aucun chauffage de prévu, et nous n'avons pas le matériel qui nous permettrait d'apprendre, aucune machine, seulement quelques outils qui ne peuvent servir, faute de pièces à travailler.

Enfin, pour couronner le tout, la cour n'en est plus une : c'est un véritable bourbier, le maire refusant de la goudronner.

Nous en avons assez de cette situation et, après nous être réunis tous ensemble vendredi 18 octobre, nous avons décidé de donner un dernier délai d'une semaine à l'administration pour régler au mieux cette situation, faute de quoi nous avons décidé d'entamer une action pour obtenir nos revendications.

Le 21e congrès du PCF :

Un ton plus dur pour une même politique

COMME on pouvait s'y attendre, le vingt et unième congrès « extraordinaire » du PCF a été l'occasion pour celui-ci de réaffirmer qu'il n'entendait pas être le dindon de la farce de l'Union de la gauche. Du discours fleuve de Georges Marchais à la plupart des interventions des congressistes, le thème essentiel, quasi unique, fut celui des rapports avec le Parti Socialiste.

Aux militants inquiets de voir leur parti embringué dans l'Union de la gauche, passé sous la table au moment des élections présidentielles, perdant des voix aux dernières élections législatives partielles, les dirigeants ont tenté de donner un nouveau tonus. A eux de jouer maintenant pour atteindre 25 % des voix aux prochaines législatives, objectif fixé par Marchais lui-même. A ceux qui se demandaient comment concilier les intérêts du parti et ceux de l'Union de la gauche, on a répété que **« un parti communiste plus influent, c'est la sécurité pour l'avenir des travailleurs ».**

Mais c'était en même temps au Parti Socialiste et à Mitterrand que Marchais s'adressait du haut de la tribune du Palais des Sports d'Ivry. Et ses propos furent au moins autant des avertissements à ses alliés que des encouragements à ses militants.

Le PCF ne veut pas être réduit au rôle de force d'appoint. Il l'a dit et redit... ce qui signifie qu'il craint fort que ce soit bien là le but du PS.

C'est cette crainte que traduisaient aussi les questions adressées directement de la tribune du congrès aux socialistes par le secrétaire général du PCF. La première ressemble à une aimable plaisanterie : **« Si le Parti Socialiste considère soudain que la tâche à l'ordre du jour est d'engager sans plus attendre le combat décisif pour l'instauration du socialisme en France, il faut qu'il le dise ».** Mitterrand tournant Marchais sur sa gauche voilà une bonne plaisanterie ! Il est vrai que ces derniers temps, en multipliant les appels aux gaullistes, aux industriels moyens, Marchais, lui, a fait une tentative sérieuse pour doubler Mitterrand sur sa droite.

Mais les autres questions, elles, étaient plus sérieuses. Que signifie le maintien de certaines alliances du PS avec la droite, soit à l'occasion de l'élection de Poher comme président du Sénat ou soit dans certaines grandes municipalités socialistes ? Que signifient les bruits persistants au sujet d'un éventuel gouvernement Mitterrand sous la présidence de Giscard ? Pourquoi le PS parle-t-il tant du rééquilibrage de la gauche, c'est-à-dire en clair de l'affaiblissement du PCF ? En gros, Mitterrand est-il ou non prêt à laisser tomber ses alliés communistes si la droite lui offre un poste de Premier ministre ?

Marchais peut bien aujourd'hui multiplier les mises en garde au PS et à Mitterrand : c'est lui qui en a fait le champion de la gauche. (Ph. UPI)

L'ennui, pour le PCF et pour Marchais, c'est que la réponse à ces questions dépend de Mitterrand et de la droite et pas du PCF. Celui-ci peut au mieux s'indigner, trépigner ou taper sur la table. C'est tout.

Marchais peut multiplier ses mises en garde, comme il vient de le faire dans ce congrès, il n'a pas d'autre politique ni d'autre perspective à offrir à son parti que de coller jusqu'au bout à Mitterrand. Jusqu'au bout, c'est-à-dire jusqu'à ce que celui-ci le laisse éventuellement tomber.

Les militants communistes auront probablement été réconfortés par le ton de leurs dirigeants. Derrière la fermeté des propos, c'est pourtant l'absence totale d'une politique de rechange qui est la leçon principale qui se dégage de ce vingt et unième congrès.

Jacques MORAND.

Les déclarations de Poniatowski... et la vraie question

« *LE Parti Communiste est un parti totalitaire de caractère fascisant.* » Voilà ce qu'a déclaré Michel Poniatowski, ministre de l'Intérieur, au cours d'une réunion de la presse anglo-saxonne, le 22 octobre. Et, précisant ses déclarations, il a ajouté, en réponse à la protestation d'un député du PCF à l'Assemblée Nationale : « *Le Parti Communiste est, par définition, l'instrument de la dictature du prolétariat. Il s'agit donc d'un parti dictatorial qui a par là un caractère fascisant.* »

Cette déclaration vient du ministre de l'Intérieur, chef d'une police largement gangrenée par le racisme et même par l'extrême-droite. Il a été l'organisateur de la campagne électorale de Giscard d'Estaing, dont le service d'ordre était composé en majorité de groupes d'extrême-droite, d'anciens d'Ordre Nouveau choisis pour leur compétence dans ce domaine, avec au premier rang François Brigneau, rédacteur en chef du torchon raciste *Minute !* Pour un Poniatowski qui pourrait très bien être qualifié dans ces conditions, de « fascisant » et « totalitaire », il faut croire que les seuls mots de « dictature du prolétariat » et même de « communisme » — et, pour le PCF, ce ne sont vraiment plus que des mots ! — ne peuvent être proférés que par les membres d'un parti « dictatorial ». Si Poniatowski voulait rappeler que, malgré leurs airs modernes, les hommes politiques bourgeois sont toujours capables d'un anticommunisme qui n'est qu'un parti-pris profondément anti-ouvrier, il a réussi.

Mais la façon dont le PCF a fait de ces déclarations un petit scandale politique est tout aussi révélatrice. Car, alors que le PCF avait droit à ce petit couplet, Poniatowski précisait que « *le Parti Socialiste, lui, est républicain* », et que par conséquent, la rupture entre le PS et le PCF apparaîtra dès qu'ils auront ensemble conquis le pouvoir ! Il n'a fait au fond que dire là, dans son langage d'homme de droite, ce qui est évident pour tout le monde, c'est-à-dire que, après s'être servi du PCF pour se mettre sur les rangs, le PS peut très bien rompre avec lui dès lors qu'il aura des possibilités de participer au pouvoir. Qui plus est, cette déclaration venant du ministre de Giscard d'Estaing indique que c'est précisément une des solutions politiques envisagées par celui-ci : une « ouverture à gauche » amenant par exemple Mitterrand au poste de Premier ministre, mais laissant le PCF dans l'opposition.

Dans ces conditions, le PCF a réagi en qualifiant les propos du ministre de « *basse calomnie* » contre un parti « *dont les membres sont tombés pour la libération de la France* », et ont défendu « *la République et la Liberté* ». De nombreux élus et Fédérations du PCF ont protesté dans le même esprit, ainsi que des organisations d'anciens résistants. Autrement dit, c'est en protestant de sa loyauté nationale, et de son aptitude a être un parti tout à fait républicain, c'est-à-dire un loyal gérant du capitalisme, que le PCF a réagi.

Voilà à quel niveau le PCF se place, lorsqu'il répond au réactionnaire Poniatowski. Et cela est bien révélateur du véritable contenu de cette polémique. Pas plus que la plupart des hommes politiques bourgeois, Poniatowski ne croit que le PCF est un parti révolutionnaire luttant pour la « *dictature du prolétariat* ». Ce qui se discute là, c'est en fait la forme d'une solution gouvernementale éventuelle d'appel à la gauche : avec ou sans le PCF ? Et le fait que le PS n'ait pas cru bon d'intervenir, comme toute l'attitude du PCF l'incitait à le faire, pour affirmer sa solidarité avec son partenaire attaqué et protester de l'unité de l'Union de la gauche, voilà qui montre que, en effet, la rupture PS-PCF dont parle Poniatowski fait partie des possibilités très réelle que le PCF préfère ne pas laisser évoquer sans réagir violemment.

André FRYS.

Un Premier ministre sans complexe
CHIRAC-LA-MATRAQUE

Monsieur Chirac, notre Premier ministre n'aime pas que les cocottes en papier. C'est aussi un fervent de la matraque : et le président de la République aurait pu, s'il avait tenu sa réunion de presse deux jours plus tard, ajouter à toutes les qualités qu'il lui a trouvées, celle d'un expert de la répression.

Une centaine d'adhérents du CID-UNATI a envahi vendredi 25 octobre le ministère du Commerce pour se faire entendre de la commission chargée d'examiner l'implantation des grandes surfaces, Chirac et Fourcade ayant refusé de les recevoir. Eh bien, M. Chirac s'est déplacé en personne, à la tête des gardes mobiles, pour évacuer le ministère et boucler le quartier. Après ce haut fait d'armes destiné à montrer comment il entendait la concertation sous la république libérale de Giscard, Chirac de retour en son Matignon a déclaré : « Nous serons dorénavant d'une fermeté qui risque fort de surprendre ceux qui se livrent à ce genre de manifestations. »

Il semble donc que, au moment où s'accroissent les difficultés économiques de tout ordre et le chômage, une catégorie au moins soit protégée de la récession par la grâce du Premier ministre : les flics, auxquels Chirac donne la tâche, à défaut de résoudre les problèmes économiques du moins de faire taire les mécontents.

AUX MUREAUX-78, LES PARENTS D'ELEVES OCCUPENT POUR OBTENIR TROIS POSTES D'INSTITUTRICES

A l'école maternelle Jean-Jaurès de la cité Georges-Bizet, aux Mureaux, une centaine d'enfants, sur deux cent quatre-vingt-neuf inscrits, n'ont pu être scolarisés, non par manque de locaux, mais parce que l'Académie n'a pas nommé les trois institutrices nécessaires.

Mieux encore, un mois à peine après la rentrée, une institutrice de Jaurès était mutée à Zola, une autre école maternelle des Mureaux. Cela eut pour conséquence d'allonger le trajet des enfants.

En signe de protestation, les parents se sont rendus à la mairie où, devant l'impuissance de l'administration locale, ils décidèrent de durcir leurs positions en occupant jour et nuit l'école à partir du lundi 14 octobre. Avec l'appui d'un comité de soutien, regroupant une vingtaine d'organisations politiques et syndicales, ils popularisent leur lutte.

Le député de la localité, Godon, de la « majorité », n'a pas ménagé ses promesses, laissant pour le moins les parents sceptiques. Ces derniers continuent d'ailleurs l'occupation et ils ont décidé d'envoyer une délégation au ministère le mercredi 23 octobre, formée de parents d'élèves et de représentants du comité de soutien.

Devant la détermination des parents, le gouvernement semble reculer ; le mardi 22, Godon, sans gêne, est venu annoncer qu'il avait obtenu un poste.

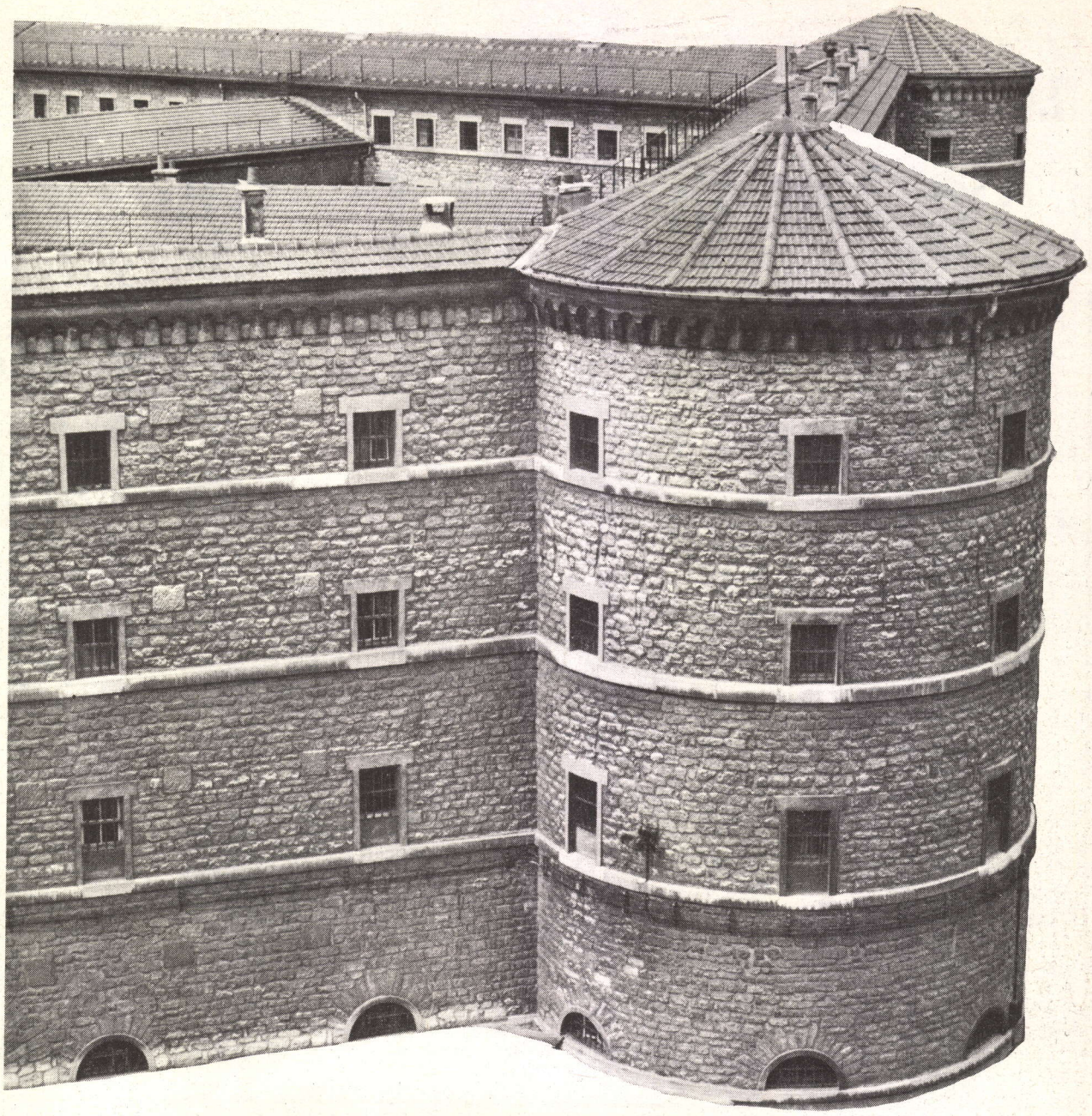
Pour les parents, le premier succès — à confirmer — n'est pas un cadeau du député, mais bien le résultat de leur lutte. De plus, comme disait l'un d'eux à la réunion du comité de soutien le 22 au soir, « cela n'est qu'un dû, et il nous manque encore deux postes ».

Aussi, les parents continuent la lutte. Cet exemple pourrait bien faire tache d'huile dans les Yvelines où il manque encore vingt-cinq postes dans les maternelles.

Correspondant LO

JUSTICE:

Mais où sont donc passées les réformes ?

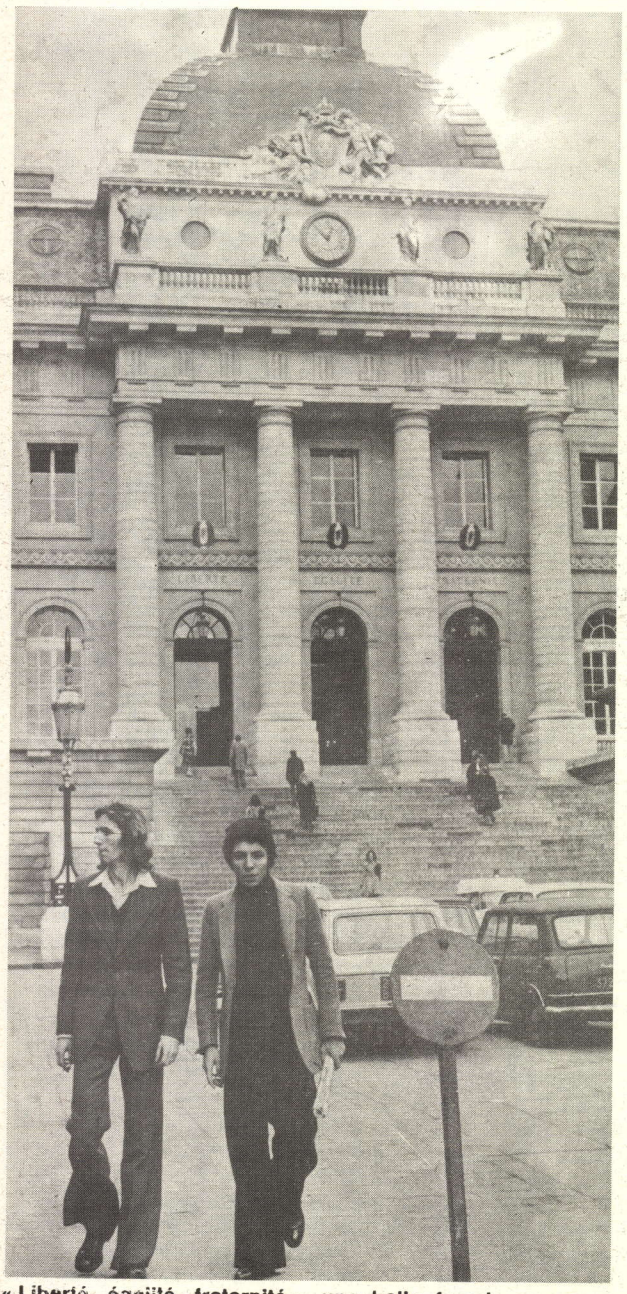


Les projets de réformes s'accumulent mais les prisons restent ce qu'elles ont toujours été : le symbole de la barbarie. (Ph. Fotolib)

EN ces temps d'inflation, les ministres ne sont pas en reste : ils multiplient les déclarations tous azimuts et sèment à tous vents des propos rassurants sur leurs projets libéraux. Nous savions depuis un certain temps déjà que Poniatowsky lui-même se penchait sur un projet de charte des libertés. Et, en attendant que celui-ci soit élaboré, il multiplie les opérations « coups de poing ». Dans tous les domaines, la même distorsion : d'un côté des propos empreints de la plus fielleuse humanité, de l'autre la force brutale de ceux qui ne se maintiennent que par le mensonge et la répression.

S'il y a quelque chose de pourri dans le royaume, l'univers carcéral, lui, n'est que pourriture d'un bout à l'autre. Il est un raccourci saisissant de cette société de classe, où les lois sont faites par les riches pour les riches, où les juges sont chargés de rendre cette justice-là, où les plus pauvres sont humiliés et écrasés. La balance de la justice penche systématiquement d'un côté et le vice est irréparable : elle a été construite avec ce défaut-là, aucune retouche n'y peut rien.

Et pourtant, dans le domaine judiciaire, depuis plusieurs années, il n'est question que de réformes : « On » étudie la possibilité d'améliorer le système, de l' « humaniser » selon un mot qui n'est que trop galvaudé. Et, sur tous les fronts de la réforme, c'est un même piétinement, un même échec. En ce qui concerne les conditions mêmes de la détention, le gouvernement en est à se réjouir de constater « une certaine diminution » du nombre de suicides annuels. Et les quelques améliorations arrachées par les détenus, dans quelque domaine que ce soit, l'ont été par l'action, par la révolte.



« Liberté, égalité, fraternité », une belle façade pour une justice à sens unique. (Ph. Fotolib)

DETENTION PREVENTIVE : ILS SONT 11.000.

Il en va de même en ce qui concerne la détention préventive. Depuis plusieurs années, les déclarations se succèdent pour en dénoncer la pratique généralisée, et aussi l'illégalité. On sait que, en théorie, tout citoyen est présumé innocent jusqu'à ce que sa culpabilité ait été établie par un tribunal. Or les prisons sont remplies de gens qui n'ont pas été jugés et qui sont donc des innocents aux yeux de la loi ! En 1970 déjà, à propos de l'affaire Gabrielle Russier, Pompidou déclarait que dorénavant la détention préventive serait exceptionnelle. Il y avait à l'époque quelque 10.000 détenus emprisonnés sous ce régime ! Quatre années plus tard, Taittinger, ministre de la Justice du même Pompidou, réitérait des propos semblables : **« Je suis partisan d'une exécution rapide des décisions judiciaires** (car) **seuls les plus fortunés peuvent patienter et attendre un jugement... les plus démunis ne peuvent que renoncer, transiger, en fait subir la loi du plus fort ».** Belles paroles... mais les actes ? Il y a plus, le 1er septembre, l'actuel ministre de la Justice, Lecanuet, se voyait obligé de donner quelques chiffres. Le malheur, avec les chiffres, c'est que même en les manipulant, ils rendent compte de la réalité plus précisément que de vagues propos. Il y a donc, selon le ministère, 25.000 personnes qui sont actuellement détenues en France. Sur ce nombre, 11.553, soit près de 50 % sont en détention préventive et attendent d'être jugés. Plus précisément, 9.510 sont en prison depuis moins de huit mois, 471 de huit mois à douze mois, 491 de douze à dix-huit mois, 196 de dix-huit mois à vingt-quatre mois... et ainsi de suite dans cet ordre de grandeur... jusqu'à atteindre le chiffre de 77 qui attendent depuis maintenant plus de trois ans leur jugement !

LE PRODUIT DE LA JUSTICE DE CLASSE.

Une telle situation, illégale aux yeux des lois et contradictoire avec toutes les déclarations ministérielles, s'explique cependant aisément. Bien entendu, la détention préventive n'est pas une institution qui est indispensable au système bourgeois. Beaucoup de pays industrialisés ne la connaissent pas, ou très peu, notamment les pays anglo-saxons, où la « provisoire » est réellement l'exception. Mais la France, dans ce domaine comme dans bien d'autres, est un pays arriéré qui est à peine sorti du Moyen Age et qui reste encore sous l'emprise d'un appareil d'Etat qui se croit au XIXe siècle ! Pour cette caste qui vit encore dans l'ombre du Code Napoléon et qui est crispée sur des privilèges hérités d'un autre âge, tout changement est hérétique, toute réformette « révolutionnaire ». Et la « Justice » doit continuer comme elle était, immuable, cloîtrée dans sa tradition. A cet égard, les traditions sont bien établies : la morale des juges est simple, très simple, à l'image de celle de leurs maîtres : ce qu'il faut défendre, c'est la propriété ; ce qu'il faut combattre, ceux qui y portent atteinte, qui osent la profaner. Il y a les bons, ceux qui sont les propriétaires, les gens installés. Et les autres, les roturiers qui, dès qu'ils font le moindre écart, doivent être enfermés. Tout cela est simple et quasiment automatique : le pauvre bougre présenté au juge, les menottes aux poings, est immédiatement destiné à la prison, qu'il ait volé un camembert ou une paire de chaussettes. C'est un élément « asocial », c'est avec des gens comme lui qu'on peuple les prisons.

L'ETAT IMPUISSANT.

Nous l'avons déjà dit, les pouvoirs publics s'accommoderaient aisément d'une réforme visant à diminuer le nombre des détenus en préventive. Mais rien ne change. C'est que là comme ailleurs le gouvernement se trouve confronté à des problèmes que, par nature il est incapable de résoudre. Il est incapable d'**imposer** à son appareil d'Etat, celui qu'il a lui-même sélectionné et dressé pour défendre les privilèges des bourgeois, des changements profonds d'attitude et de comportement. Cela avait été particulièrement visible lors de la dernière révolte des détenus où, quasi publiquement, Giscard avait capitulé devant les « matons ». Et puis, de toute façon, une autre politique n'est possible qu'à condition que l'Etat s'en donne les moyens financiers. Pour supprimer la préventive, il faudrait que la Justice soit un véritable service public, avec davantage de moyens financiers et humains. Il faudrait que les juges d'application des peines existent vraiment, il faudrait que chaque cas soit examiné séparément avec toute l'attention qu'il mérite. Il faudrait que la Justice ne soit pas une machine où les affaires s'entassent et s'éternisent, dans la pagaille la plus complète.

Cela ne changerait rien de fondamental au système judiciaire qui resterait une machine à opprimer les pauvres et à préserver les privilèges des riches. Mais cela rendrait peut-être possible les réformettes que tous les ministres promettent d'année en année. Le moins qu'on puisse dire c'est que nous en sommes encore très loin en France. Et en attendant, ils sont plus de 11.000 en préventive.

Denis BESSON.

IL Y A DIX ANS :

La CFTC devenait la CFDT

DIX ans après sa fondation, bien des mythes traînent, en particulier dans les milieux gauchistes, sur le compte de la CFDT, sur son rôle, sur son audience.

Loin derrière la CGT, la CFDT occupe aujourd'hui, devant FO, la seconde place, une seconde place qu'elle n'a et ne peut avoir aucune chance de transformer en première. De ce point de vue, les espoirs d'un Descamps et d'un Maire, fondant la CFDT il y a dix ans en ambitionnant de réussir là où FO avait échoué, c'est-à-dire constituer une grande centrale syndicale réformiste capable, à la droite de la CGT, de la concurrencer réellement et de lui ravir la première place, étaient d'avance du domaine de l'irréalisable. Car si la CFDT a réussi à prendre la place de FO, elle n'a pu et ne pouvait prendre celle de la CGT au sein de la classe ouvrière française. Et ce, malgré une période particulièrement favorable à la réussite de cette entreprise.

En supprimant, lors de leur congrès qui se tient les 5 et 6 novembre 1964, dans le titre et les statuts de leur confédération syndicale, toute référence à la morale chrétienne et en la repeignant aux couleurs plus modernes de l'humanisme et de la démocratie, les majoritaires de la CFTC ne font que réaliser une vieille préoccupation déjà exprimée au lendemain de la dernière guerre. Il s'agit pour eux de faire oublier les origines de syndicat jaune, ouvertement pro-patronal, de la CFTC, dont les statuts de 1919 affirmaient qu'il faut rendre justice aux patrons aussi.

L'occasion pour ce faire est d'autant mieux choisie en 1964 que la première place dans la collaboration de classe a été ravie à la CFTC par FO qui, au niveau confédéral, s'est toujours chargée des sales besognes, s'est montrée l'auxiliaire empressé de tous les ministères socialistes qui se sont succédé depuis la Libération, s'est fait le champion de l'anticommunisme le plus viscéral et s'est pour une bonne part discréditée au sein de la classe ouvrière.

A la différence de Force Ouvrière, la vieille CFTC, métamorphosée en juvénile représentante d'un syndicalisme démocratique et apolitique, n'a pas dès sa naissance à s'opposer à de grandes luttes de la classe ouvrière. Alors que, lors des grandes grèves qui ont suivi en 1947 le départ des ministres communistes du gouvernement, les dirigeants de FO ont joué d'emblée le rôle de jaunes et de briseurs de grève, les dirigeants de la CFDT, tout aussi foncièrement anticommunistes que ceux de FO, peuvent profiter d'une période relativement calme pour parfaire leur visage et se donner une apparence radicale de centrale syndicale réformiste combative, d'autant plus combative que la classe ouvrière ne risque pas de passer des paroles aux actes.

Et le rôle joué par la CFDT en 1968 ne fait que confirmer cette appréciation. Confinée dans un rôle de modeste second violon dans les entreprises, la direction de la CFDT, tout en signant des deux mains à Grenelle comme la CGT, n'a pas eu à se faire l'agent de la reprise du travail et à combattre les derniers soubresauts d'une grève générale dans le déclenchement de laquelle elle n'avait eu aucune part. Dès lors, les Descamps et autres Maire pouvaient parler un langage d'autant plus radical aux étudiants du Quartier Latin qu'ils ne risquaient pas d'être entendus à Billancourt.

Et si, à cette occasion, la CFDT réussit à augmenter un temps son influence dans les entreprises dans les années qui ont immédiatement suivi 1968, non seulement en regroupant dans ses rangs de jeunes étudiants et lycéens devenus employés ou techniciens, mais en gagnant aussi un certain nombre de militants de la CGT écœurés par le rôle de leur centrale en 1968, ces gains n'ont pas suffi à changer durablement le rapport des forces existant entre la CFDT et la CGT au sein des entreprises. Cette dernière a aujourd'hui pratiquement partout récupéré, et souvent même au-delà, son influence d'avant 1968 et ce, surtout dans les secteurs les plus décisifs de la classe ouvrière.

S'il est indéniable que, dans un certain nombre d'entreprises, principalement celles où se trouvent des militants révolutionnaires exclus de la CGT, certains des travailleurs les plus combatifs sont à la CFDT ou à FO, et encore pas tous, loin de là, il s'agit là d'exceptions. Globalement, à l'échelle du pays, les travailleurs les plus déterminés, les militants les plus dévoués à leur classe sont à la CGT. Et ce, pour plusieurs raisons. En premier lieu parce que la CGT, étant le syndicat le plus puissant, voit automatiquement venir à elle le plus grand nombre de travailleurs désireux de s'organiser. Mais aussi et surtout parce que la CGT dispose d'un

(Ph. L.O.)

autre type de militants que la CFDT, de tout autres traditions d'organisation, qui sont en fait un héritage du temps où elle était révolutionnaire, un héritage communiste, même si celui-ci est dévoyé par la politique que mènent ses dirigeants. Car la CGT est, au travers de ses milliers de militants ouvriers, le milieu social au sein duquel se perpétuent, bien que de façon déformée, les traditions communistes sur la nécessité pour le prolétariat non seulement de s'organiser syndicalement mais aussi de faire de la politique. Et cela, même si les dirigeants réformistes de la CGT affaiblissent par leur politique cette conscience de classe, reste bien réel, car la bourgeoisie, elle, par l'hostilité qu'elle manifeste à ce que représente la CGT, fait qu'un travailleur s'engage bien plus moralement, se range bien plus ouvertement contre son patron en se syndiquant à la CGT qu'à la CFDT. De ce seul fait, les syndiqués et les militants de la CGT représentent tout autre chose dans la classe ouvrière que ceux de la CFDT et leur rôle est décisif, en particulier dans les secteurs les plus importants tels que la Métallurgie.

Des militants de cette trempe, la CFDT, qui représente un milieu hostile au communisme sous couvert d'antistalinisme, opposé à l'organisation politique du prolétariat sous prétexte d'indépendance du syndicalisme, qui véhicule les vieilleries réformistes imprégnées de collaboration de classe sous couvert d'autogestion, est incapable d'en former et d'en éduquer. A l'heure actuelle, les syndicats, tous les syndicats, sont amenés à s'intégrer progressivement à l'appareil d'Etat, à se lier à lui par mille liens matériels et moraux. Et c'est la bourgeoisie elle-même qui pratique cette politique en reconnaissant aux directions syndicales des privilèges qui leur permettent de contrôler les luttes et de les freiner si nécessaire.

Et les syndicats représentent d'autant moins les intérêts du prolétariat, sont d'autant moins à même de défendre les revendications, même immédiates, des travailleurs que la bourgeoisie française n'a plus, comme d'ailleurs ses sœurs européennes, la force de faire délibérément des concessions importantes de façon durable. C'est pourquoi, soit dit en passant, l'exemple du CIO américain (que certains à l'extrême-gauche ne dédaignaient pas d'évoquer pour justifier leur désir de militer à la CFDT) où l'on vit des réformistes radicaux déclencher le plus grand mouvement de la classe ouvrière américaine, outre qu'il est vieux de quarante ans, ne pourrait en aucune façon se rééditer en France sans danger pour la bourgeoisie.

Des militants combatifs et compétents ne peuvent se former qu'au travers de grandes luttes. La plupart de ces militants sont aujourd'hui dans la CGT, héritage du passé et conséquence de l'hostilité et de la méfiance de la bourgeoisie à l'égard du PC et de la CGT. Et les quelques-uns qui sont à la CFDT ne représentent que des cas individuels, pas un phénomène social.

Pierre VERNANT.

L'objectif de la CFDT : faire pièce à l'influence de la CGT sur la classe ouvrière. (Ph. L.O.)

USINE = DANGER

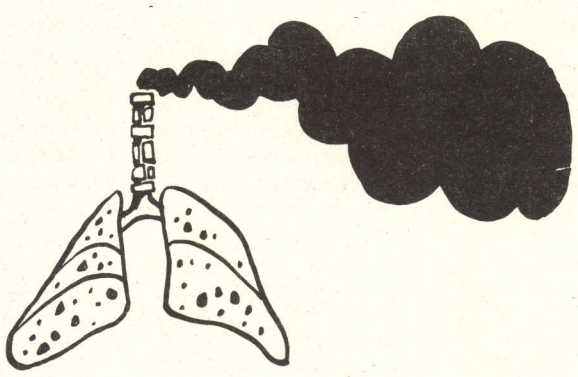
levez le voile sur les poumons !

● *PROGIL (Pont-de-Claix)*

A l'ensachage du DPP, malgré les promesses de la direction, les conditions de travail sont abominables : toujours les poussières et les vapeurs phénolées.

Lorsque le personnel de Rhône-Progil de l'ensachage DPP passe l'examen radioscopique annuel, le médecin ne sait rien dire d'autre que : **« Vos poumons sont voilés, il faut moins fumer ».** Mais la majeure partie des collègues de travail ne fume pas, et à chaque fois nous répondons : **« Ce n'est pas nous c'est l'atelier qui fume ».**

En effet, au DPP, nous respirons durant tout le poste les vapeurs qui se dégagent des écailleurs, les poussières



que provoque l'ensacheuse et fréquemment, sur les silos, les poussières qui sont émises par l'usage du vibreur lors des émottages, ces conditions scandaleuses s'aggravant lorsqu'il y a un vent fort à l'extérieur.

A tel point que, récemment, un ensacheur a dû être hospitalisé pour des troubles respiratoires graves liés à l'inhalation de poussières du DPP.

La direction a un comportement criminel. Elle se moque éperdument de notre santé. Pour elle, il n'y a que les cent tonnes par jour de DPP qui comptent. Et il faudra bien à un moment ou à un autre la contraindre à nous traiter mieux qu'une machine !

la sécurité : connaît pas

● *CENTRE HOSPITALIER (Rennes)*

Une nuit, la semaine dernière, dans un service de réanimation, s'est produit un court-circuit qui a fait sauter l'installation électrique. Normalement, un relais électrique aurait dû prendre la relève, mais ce circuit n'a pas fonctionné. Personne n'arrivait à le mettre en marche.

Pendant une heure un quart, il a fallu ventiler à la main les malades sous assistance respiratoire. C'est toujours quand on a besoin du matériel d'urgence que celui-ci ne fonctionne pas.

Ce n'est pas la première fois que cela se produit. C'est inadmissible que ce soient les malades et le personnel qui fassent les frais d'un matériel défectueux.

Le matériel dit « de sécurité » doit être contrôlé régulièrement.

cent vingt accidents depuis le début de l'année : le patron est satisfait

● *POLYMECANIQUE (Pantin)*

Depuis le début de l'année jusqu'à fin septembre, cent vingt travailleurs ont eu un accident du travail avec arrêt. C'est énorme. Et cette année, vraisemblablement, ce triste score dépassera malheureusement celui de l'année dernière, qui était aux alentours de cent quarante.

Mais qu'un travailleur sur six risque ainsi sa santé, quand ce n'est pas la mutilation, c'est là une chose dont s'accommodent parfaitement les patrons, ceux de la Poly comme les autres.

La direction se plaît à répéter aux délégués du CHS qu'il n'y a pas plus d'accidents à la Poly qu'ailleurs. Elle pense que c'est inévitable et c'est un mensonge. Car s'il y a des chutes, des accidents de manutention, des brûlures et des coupures, c'est parce que les patrons font un choix fondamental : s'occuper d'abord de leurs profits, avant la sécurité, sauf lorsque les travailleurs l'y contraignent.

C'est un fait : les patrons peuvent faire courir de graves dangers aux ouvriers avec préméditation, aucune justice et aucune police ne sont là pour les inquiéter.

grave accident au bâtiment G

● *RNUR (Cléon)*

La semaine dernière, un travailleur d'une entreprise extérieure a été victime d'un accident grave au bâtiment G. A la sortie de la porte en plastique qui communique avec le magasin stock de boîtes de vitesse, il a été renversé par un cariste et a été victime de plusieurs fractures aux jambes.

Les portes en plastique qui communiquent entre les ateliers sont souvent très sales et il est très difficile de voir à travers. Dans ces conditions, il est évident que les caristes ne peuvent voir si une personne se trouve derrière ; inversement, quand on passe à pied près de ces portes, rien ne nous avertit qu'un fenwick ne va pas surgir tout à coup.

Ce grave accident n'aurait sans doute pas eu lieu si les responsables de la direction avaient fait changer ces portes. D'autres travailleurs ne doivent pas se retrouver à l'hôpital parce que toutes ces portes opaques ne sont pas changées, que ce soit par indifférence ou par économie sordide de la part de la direction.

A BAS LE TRAVAIL AU RENDEMENT

un cadeau empoisonné

● *ERICSSON (Colombes)*

La direction a encore trouvé un moyen de nous escroquer.

Auparavant, quand elle procédait à une amélioration technique, elle baissait automatiquement les temps. Désormais, ils baisseront aussi, mais c'est seulement la moitié de la baisse qui sera appliquée.

C'est une bonne chose, direz-vous ? Oui, mais surtout pour la direction. Car il lui suffit de baisser suffisamment les temps pour que, même si elle n'applique que la moitié de la diminution, cela se traduise quand même par une augmentation des cadences.

La direction veut sans doute copier sur le gouvernement qui fait des baisses sur des prix qui avaient augmenté du double auparavant. Elle veut jouer les grands seigneurs à peu de frais, mais cela ne trompe personne et nous saurons le lui montrer si elle veut faire son mauvais coup.

LIBERTÉS SYNDICALES ET POLITIQUES DANS L'ENTREPRISE

PC 609 : un exemple à suivre

● *CREDIT LYONNAIS (Agences)*

Lundi 7 octobre, le directeur de l'agence interdisait la tenue d'une réunion syndicale d'information sur la paritaire en cours, sous prétexte que cela gênerait les habituels utilisateurs de la cuisine. Ceux-ci ayant démenti son affirmation, il se retranchait ensuite derrière l'avis de la direction du personnel pour nous refuser une salle pendant l'heure de déjeuner.

Mais ceux qui avaient l'intention d'assister à cette réunion ne se sont pas laissé faire. Nous sommes allés au bistrot voisin et là nous avons décidé, puisqu'on nous interdisait de nous réunir à la cuisine... de tous y déjeuner le jeudi suivant, avec l'intention d'aborder ensemble... les sujets de notre choix.

Jeudi, nous nous sommes retrouvés à une vingtaine pour un agréable casse-croûte, et en outre la direction, du fait des interventions des délégués, s'est vue contrainte de mettre à notre disposition la salle de réunions de l'agence.

Nous nous sommes bien promis de nous y réunir à nouveau comme nous en avons le droit.

Et nous devrons exiger dans toutes les agences qu'on mette à notre disposition un local pour nous réunir quand nous le voulons.

MESQUINERIES PATRONALES

des quarts d'heure au compte-gouttes

● *CREDIT LYONNAIS (Richelieu - Grétry - Ménars)*

En installant le Centre de traitement modulaire de chèques, rue Cadet, la direction a accordé, aux mères de famille qui ont un enfant à la crèche du Lyonnais, un quart d'heure de diminution de l'horaire journalier.

Mais, outre que ce quart d'heure sera nettement insuffisant pour compenser le temps de trajet aller et retour de la crèche au Siège, la générosité de la direction ne va pas jusqu'à étendre le bénéfice de ce quart d'heure aux mères qui déposent leur enfant dans une crèche locale ou le donnent à garder chez une nourrice.

Sans doute ces messieurs de la direction de la DICOP et de la direction générale sont-ils bien incapables d'imaginer ce qu'est la vie d'une femme qui travaille !

Et l'imagineraient-ils, qu'ils trouveraient de toute façon que cela leur coûte trop cher !

ras-le-bol des galons... on n'est pas à l'armée !

● *CENTRE HOSPITALIER (Troyes)*

Les aides soignantes ont désormais droit à un galon vert sur leur bonnet.

Est-ce pour faciliter la tâche aux malades, afin de bien distinguer une AS d'une ASH ? Après les galons rouges, bleus, rouges et noirs, voici donc les verts. De quoi s'y perdre... pour un malade.

Tout cela pour maintenir la hiérarchie ! Qu'il s'agisse

d'une ASH ou d'une infirmière, nous sommes toutes indispensables.

Dans la pratique, l'ASH fait le même travail que l'AS ; seuls diffèrent la paye et le diplôme.

Si la direction compte nous diviser avec ses babioles, elle se trompe !

une feuille de rendement à la place du cœur

● *CRAMP (Paris)*

Les responsables de la Tarification viennent de manifester leur « esprit social ».

Un camarade étant décédé au service Gestion courante, une dizaine d'employés voulaient se rendre à son enterrement.

La direction de la branche fit savoir dans un premier temps qu'elle n'autorisait qu'un nombre limité d'agents à quitter le service : « rendement oblige ».

En fin de compte, devant le mécontentement des employés et l'intervention de militants syndicaux, la divisionnaire revint sur sa décision.

Mais cet incident montre le peu de respect que portent nos directeurs aux employés.

On peut se faire exploiter pendant quinze ans et user sa santé au travail. Mais quand l'un d'entre nous disparaît, la première préoccupation de nos directeurs c'est qu'il faut que ça tourne, qu'avant tout le travail soit fait.

Mais nous ne sommes pas des machines à produire des dossiers et que certains responsables de branche n'aient que des chiffres de production en tête et ne conçoivent pas que des rapports humains puissent naître durant des années de travail en commun, n'est pas fait pour nous étonner.

Ils sont bien à l'image de notre société.

les bureaucrates syndicaux en action

La grève de Creusot-Loire Saint-Etienne trahie par les directions syndicales

APRES dix-huit jours de grève, dont dix d'occupation de l'usine (cf **LO** n° 320), les travailleurs de Creusot-Loire - Le Marais à Saint-Etienne ont repris le travail jeudi 24 octobre, sans avoir rien obtenu, même pas des miettes. Car on ne peut même pas considérer 0,5 % d'augmentation comme une miette. Cela représente entre 6 et 7 F par mois pour la plupart ! Et le deuxième point sur lequel la direction aurait lâché quelque chose ressemble encore plus à une moquerie. Les travailleurs en 3 x 8 demandaient depuis longtemps la suppression du samedi travaillé une fois sur neuf. Le patron l'admet... à condition qu'ils viennent plus tôt tous les lundis matins pour récupérer.

Les grévistes de Creusot-Loire ont été trahis par les dirigeants syndicaux. Tous savaient bien que pour faire céder un tel trust, la lutte ne serait pas facile ; et tous comptaient sur son extension aux autres usines du groupe. La CGT, comme nous l'avons relaté dans notre dernier numéro, a mis tout son poids dans la balance pour qu'il n'en soit pas ainsi. Et les grévistes du Marais sont restés isolés, pendant que les syndicats font faire des débrayages tournants dans d'autres usines Creusot-Loire !

Cependant, la combativité restait élevée et lorsque les « propositions » patronales, si on peut les appeler ainsi, furent connues, ce ne fut qu'un tollé parmi les ouvriers présents. Les syndicats avaient prévu de faire voter sur la reprise ce jour-là — un samedi — mais malgré l'intervention du secrétaire de la CGT qui trouvait le résultat « positif », ils n'y parvinrent pas, et la décision fut repoussée au lundi 21. La grève allait alors durer encore trois jours, et il fallut à la CGT beaucoup de manœuvres pour réussir à écœurer et démoraliser suffisamment les ouvriers pour obtenir qu'ils reprennent le travail. La CFDT, quant à elle, s'était depuis le début déclarée franchement hostile à la grève.

Lundi matin, les responsables CGT avaient convoqué une réunion de syndiqués. Il y eut cent trente-quatre présents, chiffre record, mais à leur surprise cela donna au vote quatre-vingt-dix partisans de la poursuite de la grève contre quarante pour la reprise. Les militants qui, sur la foi de ce résultat, croyaient que leurs dirigeants allaient s'incliner et intervenir devant l'assemblée générale des ouvriers dans le sens voulu par la majorité du syndicat, durent cependant cruellement déchanter dans l'heure qui suivit. La discipline syndicale, cela ne s'applique comme chacun sait, qu'à ceux qui ne sont pas d'accord avec la ligne du PCF !

Devant environ sept cents travailleurs, un des bonzes CGT intervint donc en expliquant qu'à la CGT il y avait deux tendances opposées sur la suite à donner à la grève — son de cloche évidemment tout nouveau — et se mit à développer... les arguments pour la reprise du travail ! Il précisa d'ailleurs que la réunion CGT n'avait rassemblé que (!) cent trente syndiqués sur six cents : comme si elle en avait jamais réuni autant auparavant ! Et de parler de poursuivre la lutte « sous d'autres formes ». D'ailleurs, dit-il, le mercredi 23, il y aurait une journée commune sur le trust, avec un minimum de quatre heures de grève.

Malgré les cris **« on ne veut pas de ta position, on veut connaître celle de la CGT »**, ce n'est qu'en leur nom personnel qu'intervinrent par la suite les militants partisans de la continuation, désorientés par une pareille audace. La tension était grande parmi les travailleurs présents. Un premier vote, à main levée, donna une nette majorité pour continuer. Sur quoi nos grands « chefs » syndicalistes trouvèrent que c'était bien confus, et qu' « à leur plus grand regret » il fallait procéder à un deuxième vote, cette fois en se séparant en deux groupes, à droite et à gauche, selon qu'on était partisan ou non de la reprise. Ce deuxième procédé donna à peu près le même résultat : une majorité, non écrasante mais nette quand même, pour continuer la lutte.

Mais les syndicats étaient bien décidés à ne tenir compte que du vote qui arracherait la reprise du travail. Il n'était pas question pour eux de s'incliner devant ce résultat. « A leur plus grand regret », le vote était encore confus, la minorité, paraît-il, pourrait toujours contester, et si on voulait continuer il fallait que ce soit incontestable. D'ailleurs, si on était en majorité pour continuer on n'avait rien à craindre d'un nouveau vote, etc., et la CGT de décréter qu'on allait faire un vote à bulletin secret !

La colère était grande parmi les grévistes, le ton violent, et il était question de boycotter cette forme de vote, à laquelle la CGT elle-même s'était opposée au début de la grève, lorsque c'était FO qui la demandait.

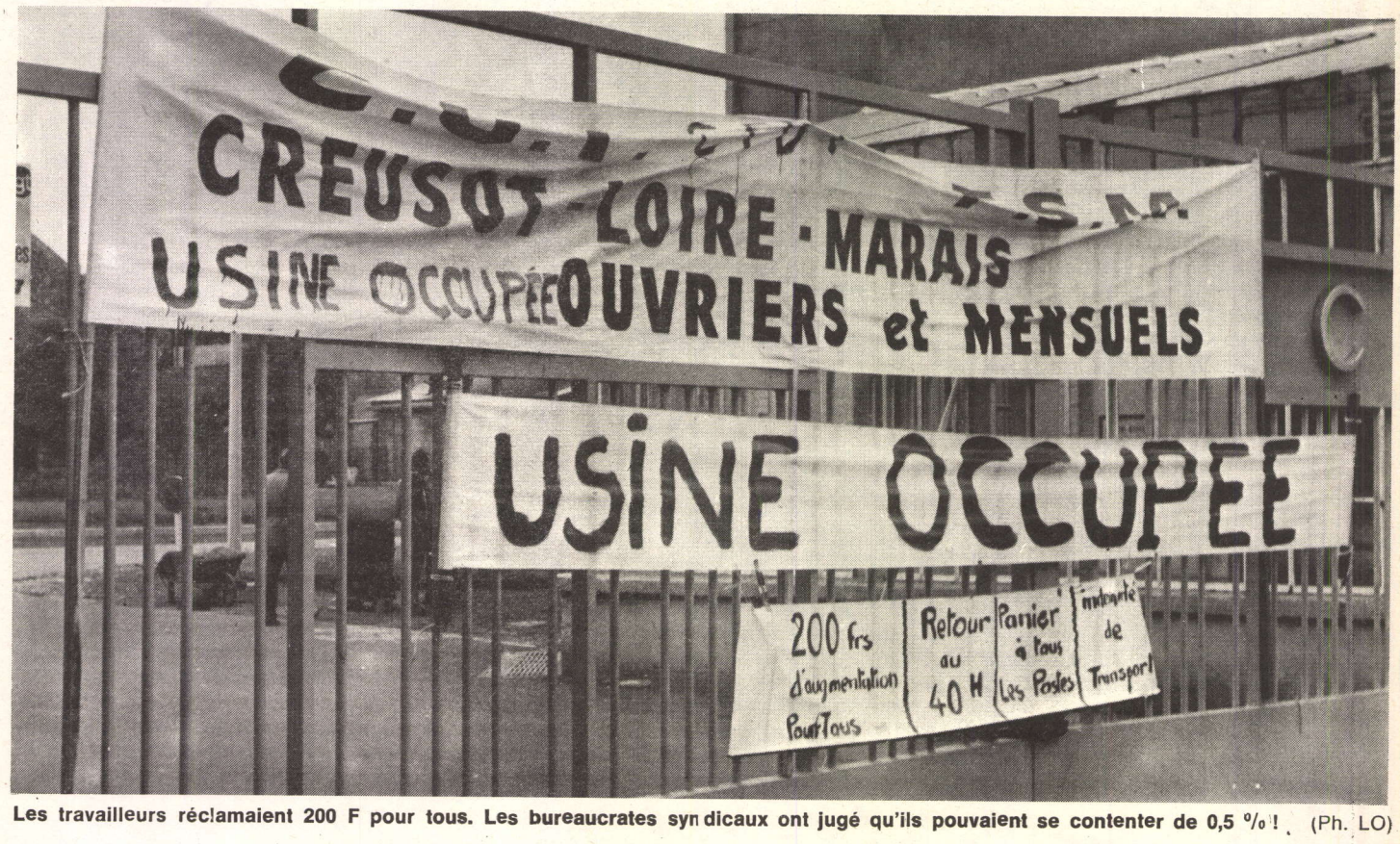
C'est sans doute pour cela que ce vote à bulletin secret fut finalement repoussé au lendemain matin.

Ses résultats : sur six cent quatre-vingt-onze travailleurs qui prirent part au vote, il y eut trois cent soixante voix pour la reprise et trois cent vingt-huit pour la grève, montrant à quel point la combativité restait élevée parmi les ouvriers de Creusot-Loire. Car malgré la démoralisation, l'écœurement qui avaient commencé à faire leur œuvre, seule une différence de trente-deux voix permit au syndicat d'annoncer la reprise du travail. Quelques ouvriers parmi les plus combatifs, écœurés, n'avaient pas voulu participer à ce vote. Mais la CGT ajouta moralement aux partisans de la reprise les travailleurs absents, ou en arrêt de maladie. S'ils n'étaient pas là, c'est bien qu'ils étaient contre la grève, n'est-ce pas ?

Dès le début de l'après-midi, les banderoles **« usine occupée »** étaient enlevées des portails. Les syndicats étaient soulagés et le patron pouvait se frotter les mains.

Mais puisqu'une journée commune était prévue sur le trust le lendemain mercredi, on ne reprendrait vraiment que le jeudi, et la CGT allait montrer sa combativité, en appelant à ce qu'elle soit bien suivie et en parlant même de faire des piquets à cette occasion... Ce qui mit le comble à l'écœurement parmi les ouvriers. D'ailleurs, une fois la reprise acquise, la CGT prudente laisse entendre dans la presse et par tract qu'elle était pour continuer la grève : il s'agit sans doute pour elle maintenant de préserver ses chances aux prochaines élections de délégués.

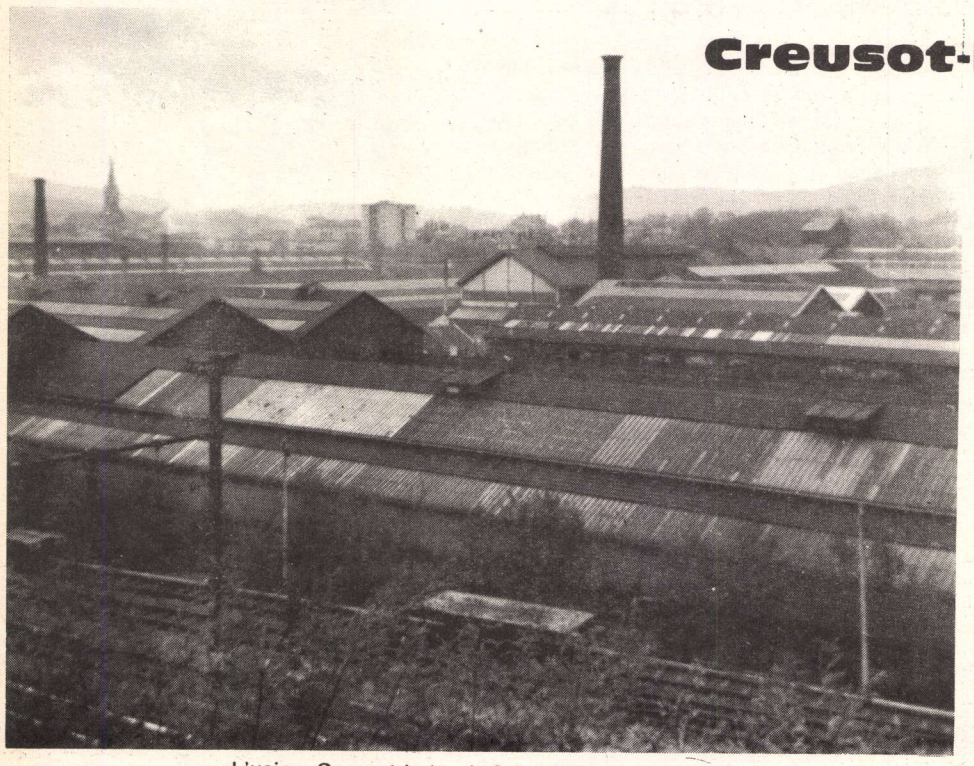
Correspondant LO



Les travailleurs réclamaient 200 F pour tous. Les bureaucrates syndicaux ont jugé qu'ils pouvaient se contenter de 0,5 % ! (Ph. LO)

Creusot-Loire Saint-Chamond

Surtout pas tous ensemble !



L'usine Creusot-Loire à Saint-Chamond. (Ph. LO)

A l'usine de Saint-Chamond, les travailleurs attendaient quelque chose de la part des syndicats depuis le début de la grève du Marais, surtout depuis qu'elle s'était accompagnée de l'occupation de l'usine. Pourtant, tout ce que la CGT savait faire, c'était une active propagande contre la grève ; et lorsque, sous la pression, la CGT finit par accepter de réunir les ouvriers en assemblée ce lundi 21 octobre, ce ne fut que pour saboter toute discussion. Devant environ quatre cents ouvriers, la CGT et un dirigeant CFDT intervinrent pour parler rapidement... des négociations avec le patron et du débrayage de quatre heures prévu pour le surlendemain. Tout de suite, ils demandent qu'on se prononce, car ce qu'ils craignent, c'est que des travailleurs interviennent pour appeler à rejoindre la lutte des camarades de Saint-Etienne.

Et effectivement, lorsqu'un délégué CFDT, connu comme militant de LO, voulut intervenir dans ce sens au nom du chantier Mécanique Bas, le responsable stalinien sut bien retourner son intervention dans le sens contraire, en demandant qui, parmi les présents, était « contre le débrayage de quatre heures ». **D'autres ouvriers, qui voulaient intervenir et s'expliquer à ce sujet, en furent résolument empêchés, le dirigeant CGT leur soustrayant le micro. Puis en toute hâte, il annonça qu'il était neuf heures et demie, que l'assemblée était terminée ; et de renvoyer tout le monde au travail.**

Du joli travail.

LES POSTIERS EN LUTTE...

Assemblée générale au Tri PLM. (Ph ADJA)

La grève s'
à tous

LA grève des postiers, commencée i de jours, a continué de s'éten dernière. A Paris ce sont les bureau rondissement (d'où partent les fact taient les uns après les autres en grève breuses annexes), puis mercredi c'était a tres de Chèques Postaux, jeudi des pri téléphoniques.

Ce sont les syndicats eux-mêmes (C ont appelé à cette généralisation, et qui, tre, ont organisé des assemblées pour fai Et le mécontentement et la combativité s souvent à l'unanimité que la grève est vo les syndicats font bien attention à ne pas vistes eux-mêmes la moindre initiative : i et généralisé cette grève et tiennent à e trôle de A à Z.

Et la crainte des syndicats de voir d'autre qu'eux parler les amène souven assemblées générales que brigade par b ces assemblées à de simples réunions d voir dans tout postier inconnu un « élé indésirable. Cela a même donné dans un nique cette situation ridicule d'un resp d'un petit service du centre qui n'arriv brouhaha de l'assemblée, à faire compre

Province

LA GREVE A LILLE-GARE...

A Lille-Gare (centre de tri), la grève a commencé le lundi 21 au soir, à la prise de service de la brigade de nuit.

A la réunion convoquée par la CGT, la CFDT et FO, nous avons décidé la grève illimitée avec occupation des locaux.

Les jours suivants, toutes les autres brigades votaient la grève à 100 %. Les facteurs, eux, se joignaient au mouvement le jeudi 24.

Même si les syndicats, et particulièrement la CGT, qui est majoritaire, ont le monopole complet de l'action (cela était particulièrement visible pendant l'occupation — la nuit, les militants CGT se retrouvaient pratiquement seuls —), l'ambiance est malgré tout très chaude et les assemblées générales journalières, par exemple, regroupent toujours au moins cent cinquante travailleurs sur neuf cents. Ce chiffre est important, si l'on pense que beaucoup d'entre nous doivent faire trente ou quarante kilomètres pour venir au tri. Et l'on entend fréquemment des réflexions du genre de « *Cette fois, c'est du sérieux, on ne reprendra pas sans rien* ».

Au bout de trois jours de grève, le seul changement était que les responsables CGT reprenaient tous ceux qui parlaient de grève illimitée en leur disant : « *Non ! pas illimitée mais indéterminée.* » (???)

Mais le jeudi 24, à 18 heures, trois cars de flics s'arrêtaient devant le tri et nous étions expulsés malgré nos protestations.

C'était d'ailleurs un bien mauvais calcul de la part du gouvernement, puisque le lendemain matin, nous étions près de deux mille à la manifestation du personnel PTT de Lille et de la banlieue. En passant devant la préfecture, nous avons tous scandé : « *Les flics hors des PTT.* »

A cette manifestation participaient aussi les employés des lignes, du téléphone, des chèques, trois secteurs où les grévistes sont, de jour en jour, plus nombreux. Le dynamisme et la bonne humeur étaient de règle, ce qui contrastait avec les mornes manifestations syndicales traditionnelles.

Tous reconnaissaient que l'on n'avait pas vu ça dans les PTT depuis mai 1968, que le mouvement est bien parti et que, cette fois, il faudra bien que le gouvernement cède.

...AU TRI DE NANCY

Au tri PTT de Nancy, la grève est effective depuis le mardi 22 où, dans la soirée, nous avons été la grande majorité à arrêter le travail.

Dès le mardi soir, nous avons formé un comité de grève au volontariat, et nous nous retrouvons tous les jours, environ une trentaine, c'est-à-dire les plus combatifs, pour décider de ce que nous allons faire.

Le vendredi, nous avons manifesté dans les rues de Nancy avec des postiers de la recette principale, les facteurs, etc. Nous étions environ deux cent cinquante à clamer les revendications : 200 F pour tous, 1.700 mini. On a même entendu quelques couplets de *l'Internationale*. Après quoi une délégation est allée voir le directeur départemental, qui s'est déclaré incompétent. Nous le savions déjà.

Samedi après-midi, nous avons fait une distribution devant les Magasins Réunis à Nancy pour expliquer le sens de notre grève. Des affiches de « ceux du tri » commencent à être vues un peu partout autour du tri dans Nancy, signées par le comité de grève. L'ambiance est bonne ; lundi nous devons nous voir en assem-

Paris

UNE MANŒUVRE DE L'ADMINISTRATION QUI S'EST RETOURNEE CONTRE ELLE

Pour tenter de saboter la grève, à Austerlitz, l'administration avait décidé de faire trier le courrier par les stagiaires. Il faut savoir que pendant la durée de leur stage (un mois) les stagiaires apprennent, entre autres, le tri en s'exerçant sur les jeux de lettres modèles. Mais la semaine dernière, alors qu'ils n'apprenaient le tri que depuis trois jours, l'administration a expliqué aux stagiaires qu'ils avaient suffisamment appris pour pouvoir « passer à la pratique », autrement dit pour trier le courrier normal qui s'entasse depuis le début de la grève.

Au début, les stagiaires n'étaient même pas au courant des raisons de notre mouvement, et surtout ils ne savaient pas qu'ils avaient le droit de faire grève. Et l'administration ne s'est pas gênée pour le leur cacher, au contraire, elle avait même pris la précaution de leur certifier qu'ils n'avaient pas le droit de grève, ce qui revenait à les menacer de les jeter à la rue s'ils passaient outre.

Les grévistes sont alors allés informer les stagiaires de leurs droits et des raisons de la grève, et il n'a pas fallu longtemps pour les convaincre de venir se battre à nos côtés. La manœuvre de l'administration s'était retournée contre elle : les stagiaires ont rejoint les piquets de grève et dès l'après-midi sont partis en bande coller des affiches d'information sur notre grève dans tout le quartier. Au cour du collage les discussions allaient bon train ; rencontrant un colleur professionnel les jeunes stagiaires lui ont parlé de leur grève : quelle ne fut pas leur surprise de voir le colleur ranger momentanément ses affiches publicitaires pour venir donner un coup de main et expliquer les ficelles du métier. Les affiches tiennent bien, le moral aussi.

LES POSTIERS DE CLIGNANCOURT POPULARISENT LEUR GREVE DANS LE 18e

Dès les premiers jours de la grève, nous avions décidé de porter nos revendications aux élus locaux du 18e arrondissement.

Nous nous sommes rendus à la mairie du 18e et le lendemain auprès de Joël Le Tac, député UDR de la circonscription.

Deux manifestations furent organisées à partir de notre centre, auxquelles participèrent également les autres postiers grévistes du 18e.

Drapeaux rouges en tête, scandant nos revendications, nous sommes d'abord allés à la mairie où, comme par hasard, le maire et son adjoint étaient « absents ».

Le lendemain, le député UDR, lui, reçut la délégation pour la couvrir de bonnes paroles, l'assurant de son entière solidarité avec la lutte des postiers et précisant qu'il interviendrait auprès de son groupe parlementaire pour qu'il nous soutienne auprès du gouvernement. Au compte rendu de la délégation les postiers acclamèrent une nouvelle fois leurs revendications mais par quelques quolibets ironiques : « L'UDR au gouvernement », « Le Tac président » ; ils rappelaient le peu de confiance qu'ils avaient en ce député qui venait de prétendre les soutenir.

Après la manifestation, une assemblée générale avait lieu devant les portes du centre pour faire le point sur la matinée, appeler à la manifestation des fonctionnaires l'après-midi et se terminait par une acclamation lors de l'appel à poursuivre la grève jusqu'à la satisfaction des revendications.

LES POSTIERS EN LUTTE...

...st maintenant étendue ...les services postaux

...y a une dizaine ...re la semaine ...x centraux d'ar... ...urs) qui se met... ...(suivis de nom... ...u tour des cen... ...ncipaux centres

...T et CFDT) qui ...centre par cen... ...e voter la grève. ...nt tels que c'est ...ée. Mais partout ...laisser aux gré... ...s ont déclenché ...garder le con...

...qui que ce soit ...à ne faire des ...igade, à réduire ...nformation, et à ...nent extérieur » ...central téléphо... ...nsable syndical ...it pas, dans le ...dre à la tribune qui voulait les éjecter, que lui et les quelques gars qui l'entouraient n'étaient que les syndiqués de ce service.

Mais la combativité des postiers est grande, et on a pu le vérifier lors des deux manifestations organisées cette semaine, mercredi devant le ministère des PTT, et vendredi, dans le cadre de la semaine d'action sur l'emploi, devant le CNPF. De nombreuses banderoles et drapeaux rouges ornaient la manifestation et partout fusaient les « 200 F pour tous » et « 1.700 F minimum » bien plus repris que les « non au démantèlement ». Les « ce n'est qu'un début, le combat continue » et les « grève jusqu'à satisfaction » ponctuaient souvent les revendications. Et il faut bien rajouter qu'à la fin de la manifestation de vendredi, le service d'ordre syndical avait quelque peine à convaincre les postiers (qui formaient le gros de la manifestation) à dissoudre leur cortège : après une heure ou plus de métro, une demi-heure d'attente, certains n'avaient défilé que pendant un quart d'heure ; ils étaient déçus et le disaient.

Aujourd'hui dans la plupart des centres, on ne croit pas que les négociations engagées vendredi puissent aboutir à quoi que ce soit de conséquent pendant le week-end, et l'on se prépare à continuer la grève lundi. Partout on affirme : « Nous ne reprendrons pas le boulot sur des broutilles ».

blée générale pour décider de la suite du mouvement, et nous sommes bien décidés à continuer et à voir aboutir nos revendications.

...A METZ-GARE

A Metz-Gare, c'est à une forte majorité que la grève a été votée lundi soir à la prise de service des brigades de nuit, après qu'un camarade eut fait le point sur le mouvement dans les centres de tri parisiens.

Depuis, la grève est totale, sur les revendications nationales, mais aussi sur nos conditions de travail au tri. Chaque soir, c'est une trentaine de grévistes qui viennent participer aux piquets, descendant de Forbach, Saint-Avold, Boulay, où ils habitent. Nous faisons une assemblée générale tous les jours, et nous avons établi un roulement par brigade pour la participation aux piquets.

Comme Le Républicain lorrain avait passé un de nos communiqués complètement tronqué, nous sommes descendus pour l'avertir de passer un rectificatif, s'il ne voulait pas nous voir occuper son siège et distribuer un tract pour expliquer aux gens quel genre de journal il est. Le lendemain, le rectificatif est passé...

Vendredi dernier, lors d'une assemblée départementale, les directions syndicales nous ont fait procéder à l'élection d'un comité de grève, lui aussi départemental, composé de responsables syndicaux que personne ne connaît. Mais les manœuvres syndicales, pour que le mouvement échappe à notre contrôle, n'empêchent pas l'ambiance d'être chaude au tri. Et nous sommes déterminés à continuer jusqu'à satisfaction de nos revendications.

Le Tri Austerlitz en grève. (Ph. ADJA)

LA GRÈVE DANS LES CHÈQUES POSTAUX PARISIENS

LA grève dans les Chèques Postaux a démarré deux ou trois jours après les centres de tri.

Ce qui a été décisif, c'est l'attitude des syndicats, et notamment de la CGT, qui ont lancé la grève, par des réunions de syndiqués d'abord, puis des assemblées du personnel.

A l'heure actuelle, les 10.000 employées des Chèques (7.000 rue de Bourseul, environ 2.000 à Montparnasse et un millier au centre Italie) sont en grève à 60 % environ depuis le mercredi 24 octobre. Et cela ne s'était pas vu depuis 1968.

Le mécontentement est profond. Il y a quelques mois, on nous a annoncé six mille suppressions d'emplois, rançon de « la mise en électronique » du travail. Les auxiliaires sous contrats seront mises à la porte à la fin de l'année. Au mieux, les contrats seront momentanément renouvelés. Les titulaires seront mutées dans d'autres services, aux quatre coins de la région parisienne, cela a d'ailleurs déjà commencé.

Et que dire de ces milliers de travailleuses venues de province ou des Antilles, à qui on a laissé entendre qu'après quelques années à Paris, elles pourraient revenir dans leur région d'origine, et qui attendent parfois sept, dix ans et plus.

Quant aux salaires, ce n'est un secret pour personne, aux Chèques, on est très mal payé. En contrepartie, le travail est dur et épuisant nerveusement.

Alors, pour toutes ces raisons et bien d'autres, nous en avons assez de ces conditions de vie et de travail.

Pour nous, la grève doit servir à changer tout cela : dès que les revendications des postiers ont été connues, nous les avons reprises à notre compte et nous y avons ajouté nos revendications propres.

Dès mercredi matin, les piquets de grève organisés aux heures de prise de service regroupent 200 à 300 employées. Ces piquets sont plus railleurs qu'agressifs, organisant des « haies d'honneur » pour celles qui travaillent, les sifflant, les houspillant au passage.

Chaque jour, à chaque assemblée générale du personnel (assemblée regroupant plusieurs centaines d'employées, parfois même un millier), nous votons à l'unanimité la continuation de la grève.

A l'heure où nous écrivons, le climat est chaud et l'ensemble des grévistes est bien décidé à continuer jusqu'au bout.

Mais, en même temps qu'ils nous poussent à la grève, les syndicats montrent envers les employées une méfiance systématique. Chaque prise de parole commence par l'affirmation que seuls les responsables syndicaux, mandatés par l'intersyndicale ont le droit de parler, c'est-à-dire de lire les textes de l'intersyndicale.

A Bourseul, un militant CFDT de Paris-XV, centre qui se trouve dans le même bâtiment que les Chèques, en a fait l'expérience. Il a voulu (quelle audace !) faire une annonce en assemblée générale. Il a subi l'assaut de tous les responsables CGT et c'est seulement sa stature qui lui a permis d'annoncer finalement à l'assemblée que « les postiers étaient solidaires des employées des Chèques et les invitaient à la manifestation ». Les filles n'ont pas compris du tout pourquoi on tenait tant à l'empêcher de parler, et certaines ont protesté vivement.

Le lendemain, en assemblée générale, une militante CGT, a elle aussi demandé la parole et voulu prendre le porte-voix. Elle fut jetée de la chaise sur laquelle elle était, puis s'est heurtée à des « gros bras » de la CGT du service Arrivée des Chèques et n'a pu parler qu'après avoir été sérieusement bousculée et frappée ! Si finalement elle a pu s'exprimer, c'est seulement parce que celles qui ont vu la scène l'ont soutenue en réclamant ensemble « la parole ». L'assemblée a alors pu apprendre, du moins celles qui ont de bonnes oreilles, car le porte-voix s'était éclipsé, qu'une vingtaine de filles se proposaient pour participer à la grève et former un comité de grève.

Au centre de Montparnasse, une employée a réclamé la parole au nom d'une vingtaine d'employées qui voulaient faire des propositions pour renforcer la grève ! Mais cette fois, elles n'ont même pas pu dire le moindre mot.

En menant une telle politique, la CGT montre que si elle a pris l'initiative du déclenchement de la grève, elle entend en garder l'entier contrôle et combattre toute initiative émanant « de la base ». Les résultats ne peuvent être que négatifs. En manifestant leur méfiance vis-à-vis des employées, les dirigeants CGT veulent se laisser les mains libres pour conduire le mouvement comme ils l'entendent et surtout conclure la grève sans aucun contrôle. Mais rien n'est encore décidé et, pour le moment, le mécontentement du personnel est le facteur déterminant.

Les auxiliaires aux PTT

LES syndicats parlent beaucoup des menaces qui pèseraient sur le statut de fonctionnaires, des projets obscurs du gouvernement sur la défonctionnarisation... Mais à vrai dire l'administration ne se contente pas de projets futurs, car depuis longtemps elle a tourné le statut de fonctionnaire qui donne une certaine sécurité de l'emploi. Aux postes, sur 380.000 postiers le quart d'entre eux sont auxiliaires, c'est-à-dire n'ont aucun droit.

Les auxiliaires ne bénéficient d'aucune garantie de l'emploi et peuvent être licenciés à tout moment et du jour au lendemain sans qu'aucune indemnité de licenciement ne leur soit versée. Et bien sûr ces auxiliaires, qui font le même travail que les autres, ont un salaire inférieur : leur salaire d'embauche est de 1.300 F mensuel, sans parler de ceux qui ont moins de 18 ans et à qui on fait un abattement d'âge de 10 %.

Et ce n'est qu'au bout de quatre ans d'ancienneté et à condition d'être bien noté qu'un auxiliaire peut postuler à la titularisation, mais pas dans le grade correspondant au travail qu'il effectue, seulement dans le grade d'agent de bureau, un grade sous-payé créé à cet effet. En fait beaucoup d'auxiliaires n'atteignent jamais les quatre ans d'ancienneté qui leur permettraient de postuler (de postuler seulement) à cette titularisation.

La titularisation de tous les auxiliaires est une revendication posée depuis longtemps et qui figure bien sûr en bonne place dans celles de la grève. Mais l'administration qui, parce qu'elle paye des salaires trop bas pour recruter suffisamment de postiers à Paris pour ses besoins, oblige les jeunes provinciaux qui passent le concours à aller vivre des années à Paris, créant ainsi une jalousie entre les titulaires provinciaux montés à Paris et les auxiliaires recrutés sur place en province ce qui rend la revendication de titularisation des auxiliaires pas toujours bien comprise par les titulaires.

Au cours des négociations de ce week-end, la direction des PTT qui trouve la revendication de salaire posée par les grévistes « excessive » (1.700 F excessif ! Quel est votre salaire, Monsieur Leiong ?) se disait par contre prête à se pencher sur le problème des auxiliaires et à en titulariser 1.500. Titulariser 1.500 auxiliaires alors qu'il y en a près de 100.000, vraiment le ministère se moque de nous !

Néogravure :

Quand les patrons et la Haute Finance veulent réorganiser sur le dos des travailleurs

APRES le jugement du tribunal de Commerce de Paris qui a examiné les difficultés financières de la Néogravure, les bruits et les hypothèses les plus invraisemblables continuent de courir : faillite ? Liquidation des biens ? Fermeture de certaines entreprises ? Ce qui est certain, c'est que des tractations ont lieu entre les grands de l'Imprimerie pour organiser un regroupement des deux grands secteurs de la production dans le Labeur, l'Offset d'une part, l'Hélio de l'autre, cela en liaison avec les grands de l'Edition (Hachette et Prouvost, entre autres). Cela pour leur permettre d'obtenir des charges de travail à long terme, de moderniser à l'extrême et de rationaliser et rentabiliser au mieux de leurs intérêts.

Mais, derrière tout ce remue-ménage, derrière la politique menée par la Néogravure et qui, ces derniers mois, ne semblait pas prendre cette tournure, il y a ceux qui tirent les ficelles : les banquiers qui contrôlent le groupe, et en particulier Paris-Bas. Paris-Bas qui refuse tout nouvel investissement pour la Néogravure et qui vient d'accorder un milliard d'anciens francs à Montsouris, où Lang vient d'entrer au Conseil d'administration. La Néogravure, qui a investi de grosses sommes dans la modernisation de sa force de frappe en héliogravure à l'usine de Corbeil, se déclare incapable de faire de même pour les autres usines du groupe, en Offset. Elle remet en question ses ambitions initiales qui étaient d'absorber la majeure partie des grandes imprimeries en France (actuellement le groupe représente 50 % du marché intérieur) et de réorganiser l'ensemble. Maintenant, elle parle de faire éclater le groupe qu'elle a elle-même constitué, parce que telle est la décision des états-majors de la Finance. Les patrons de l'Imprimerie, de l'Edition et les groupes financiers se disputent, dans le cadre de cette réorganisation, à qui aura la meilleure part et pleurent misère pour obtenir l'aide financière de l'Etat. Tel est le sens des déclarations de la Néogravure qui, dès le début de cette affaire, menace de licencier 700 salariés à Saint-Ouen et maintenant 3.700 à Paris, si cette aide ne lui est pas fournie.

L'Etat, lui, laisse entendre qu'il n'est pas question qu'une entreprise de 6.000 salariés ferme ses portes, mais qu'il n'interviendra pas financièrement avant qu'une réorganisation touchant l'ensemble de l'Imprimerie ne soit décidée.

La situation anarchique de l'Imprimerie est pourtant la conséquence des principes capitalistes si longtemps vantés, et en premier lieu de la sacro-sainte concurrence et de la libre entreprise. Aujourd'hui, ces patrons revendiquent la limitation de cette concurrence et la libre entreprise joue les filles publiques et va rechercher l'appui de la béquille étatique.

Dans tout cela, il est peu et même pas question du sort des travailleurs. Les banquiers alignent des chiffres et des bilans. Les ouvriers devront se plier à leur loi.

Pourtant, les travailleurs du Livre ne l'entendent pas de cette oreille.

Deux mille personnes se sont rassemblées le 14 octobre dernier. L'ensemble des travailleurs a débrayé trois heures, ce même jour, dans les trois usines de Paris, à l'appel des syndicats — syndicats dont le plus important, et de loin, le syndicat du Livre CGT, porte (soit dit en passant) une lourde responsabilité pour avoir, pendant des années, mené une politique ouverte de collaboration de classe qui a laissé aux patrons les mains libres pour agir à leur guise.

Une grève de 24 heures a été décidée pour les usines du groupe, dans le cadre de la journée nationale d'action, le 25 octobre. Les responsables CGT parlent d'appeler à l'occupation des locaux à Issy-les-Moulineaux et Saint-Ouen, si les patrons décident la fermeture (liquidation des biens). Mais, en même temps, ils s'opposent à toute extension de la riposte.

Pour les travailleurs, il n'y a pas d'autres moyens pour faire reculer les patrons, tant sur les licenciements éventuels (compression d'effectifs) que lors d'une fermeture d'entreprise, que de refuser de faire les frais de cette gabegie, que de revendiquer la répartition du travail entre tous, la réduction du temps de travail au-dessous de 40 heures (les heures supplémentaires sont encore monnaie courante dans la profession) sans diminution de salaire.

Et si les menaces de fermeture par les patrons devaient se confirmer, il n'y aura pas d'autre solution que de procéder à leur expropriation, avec saisie des usines et du matériel. Que les casseurs soient les payeurs !

Correspondant LO

UAP (La Défense)

Après la vague d'exclusions : une certaine gêne à la CGT... et aussi à l'ORTF !

NOS lecteurs se souviennent qu'à l'UAP, huit délégués CGT ont été exclus du syndicat sans autre forme de procès. N'ayant l'appui ni des syndiqués CGT ni du personnel, les bureaucrates ont dû procéder aux exclusions en se cachant : il leur a fallu convoquer, à la dérobée, une réunion à Paris, sur les heures de travail, pour obtenir une majorité en faveur de l'exclusion. Et encore ont-ils sollicité deux approbations par téléphone !

Parmi le personnel, la protestation n'a cessé de se développer. Des « exclueurs » ont été vivement pris à partie et des employés ont demandé des comptes. Une pétition protestant contre le diktat du syndicat a été signée par huit cents employés dont la majorité des syndiqués CGT. Et, parmi ceux-ci, nombreux sont ceux qui, en signe de protestation, ont rendu leur carte syndicale.

Ce qui vient de se passer à l'UAP illustre parfaitement l'attitude des dirigeants cégétistes par rapport à l'extrême-gauche. Ce n'est malheureusement pas un cas unique. C'est dans cet esprit que notre camarade Alain Abram, ex-secrétaire de sa section syndicale, délégué du personnel et premier des huit exclus, a écrit à l'ORTF pour pouvoir poser à Georges Séguy quelques questions dans le cadre de l'émission **« LETTRES OUVERTES ».**

L'ORTF a contacté notre camarade et, intéressée par le « cas », a donné son accord pour la participation à l'émission. Les réalisateurs ont même proposé qu'un petit film soit tourné à la porte de l'UAP pour prendre la mesure du mécontentement et interviewer des employés. Ce qui fut fait. Le mercredi 24 octobre, à l'heure du déjeuner, la télé était là. Les employés aussi, une centaine environ, qui ne prirent guère de gants pour dire ce qu'ils pensaient des exclusions et les interviews furent réalisées. Le vendredi 26 octobre, deux rendez-vous étaient inscrits dans le carnet des réalisateurs : à 14 heures avec le secrétaire général de la CGT UAP, à 16 h 30 avec notre camarade Abram.

La télé est arrivée à 11 heures à l'UAP où elle s'entretenait jusqu'à 15 heures avec les dirigeants CGT, dont certains étaient des « huiles » venus de Paris. A 17 heures, un journaliste de la télévision nous faisait savoir que « étant donné la situation actuelle », le film était supprimé, mais que notre participation à l'émission restait acquise pour le 7 novembre. Et le journaliste ajoutait : « Ne croyez pas qu'il y ait eu des pressions ». Diable ! Pourquoi voulez-vous donc qu'une telle idée ait germé dans notre esprit ? Il s'agit tout au plus de coïncidences fâcheuses. Séguy maniant les ciseaux d'anastasie à la télévision... voyons, ce n'est guère sérieux dans un régime où Poniatowskt est ministre de l'Intérieur.

Et pourtant...

Monsieur le secrétaire général de la CGT-UAP pris à partie par les employés... qui veulent pouvoir choisir leurs délégués eux-mêmes.

C'est ce qu'affirme une employée, syndiquée CGT, interviewée par la télévision pour l'émission LETTRES OUVERTES, censurée... par qui ?

dans les entreprises

1500 licenciements à Idéal-Standard

Les travailleurs sont décidés à défendre leurs droits

Ceux de l'usine d'Aulnay occupent le siège social, boulevard Haussmann. (Pn. L.O.)

LES menaces de licenciements qui pesaient sur les travailleurs d'Idéal-Standard depuis la rentrée viennent de se concrétiser. Le 16 octobre, au cours d'un CCE, le nouveau directeur général tout frais débarqué d'Angleterre annonçait : licenciements importants, chômage partiel, plus réduction d'horaire en dessous de 40 heures, mais sans donner de précisions.

Tout de suite, dans les usines, la riposte s'organisait en vue du 24 octobre, jour où les précisions devaient être fournies. Dans cette première étape l'unité syndicale la plus large régnait. A l'usine d'Aulnay, l'usine la plus combative du groupe, on prépare plus ou moins discrètement une montée sur le Siège social pour le 24. La direction générale s'inquiète car la colère monte chaque jour un peu plus. Pour essayer de tout faire capoter, elle reporte au 28 la réunion qui devait se tenir le 24. Mais les syndicats refusent et maintiennent les actions prévues.

A Autun, le mercredi 23, les quelque mille travailleurs de l'usine débrayent et vont tous ensemble manifester dans la ville où se tient le marché. C'est une des plus grandes manifestations qu'a connues Autun.

Le mercredi 23, la direction générale fait transmettre les dossiers où elle donne les chiffres : 1.459 licenciements sur toute la compagnie sur un effectif de 5.800. A Aulnay 684 sur un effectif de 1.660. En fait, il est clair que les deux principales usines, Aulnay-sous-Bois et Dammarie-les-Lys, vont vers la fermeture totale, car un cubilot de fonderie ne peut pas fonctionner à la moitié ou au tiers de sa capacité de production.

A l'usine d'Aulnay le jeudi matin, malgré l'annonce d'une grève toute la journée, 900 personnes viennent assister à l'assemblée générale du matin. En tout, il y aura seulement une dizaine de personnes, cadres compris, qui travailleront ce jour-là. L'ambiance est très chaude et c'est plus de 600 travailleurs qui montent manifester en car au Siège social, rejoints par une cinquantaine de travailleurs de Blanc-Mesnil.

La direction générale, elle, n'attendait qu'un car, il en arriva dix. A part quelques policiers en civil, l'accès était libre. Aussitôt le boulevard Haussman est bloqué par les manifestants qui scandent : « le Siège avec nous ». **Les employés et cadres descendent tous, même les secrétaires personnelles de la direction générale se mettent en grève (la moitié du Siège doit être licencié), le standard se met au service des syndicats. Les cris redoublent :** « Non aux licenciements » **et quand une escouade de gardiens de la paix arrive, bien loin de reculer, les manifestants s'avancent vers elle.**

Les syndicats demandent au directeur général de suspendre les licenciements, de déclarer nul le dossier envoyé et d'entamer des discussions sur les revendications des travailleurs. Comme il refuse, le représentant de la CGC lui annonce que le Siège va être occupé mais qu'il n'est pas séquestré. Les quelque 900 personnes massées devant le Siège votent l'occupation dans l'enthousiasme, une partie investit l'immeuble et vient regarder le directeur général dans son bureau. La presse, la radio, la télévision sont averties.

Après deux heures d'occupation, il est décidé de rentrer dans les établissements, de tenir le lendemain des assemblées générales et de se préparer à l'action jusqu'au bout pour mardi matin après le CCE.

La majorité du personnel est prête à l'action. Elle aura à se prononcer mardi prochain.

Correspondant L.O.

Compteurs Schlumberger

Un CCE pas ordinaire

Des travailleurs qui envahissent les bureaux de la direction, cela, les patrons des Compteurs n'en ont guère l'habitude.

Mais si la situation faite aux travailleurs de l'usine ne change pas, la direction peut s'attendre à de nouvelles visites, qui seront sûrement moins pacifiques que celle qui a eu lieu le vendredi 25 octobre, jour de la réunion du Comité Central d'Entreprise.

En effet, depuis deux ans, la direction restructure le groupe Compteurs, pour cela, elle procède à des mutations, mises en pré-retraite et à un certain nombre de licenciements dans les filiales. Une baisse d'effectif de cinq cent soixante travailleurs en neuf mois, rien que pour l'usine de Montrouge, créa au cours de l'année un certain malaise. L'annonce, il y a deux semaines, du blocage des salaires de l'usine de Vélizy jusqu'en avril 1975, devait provoquer une grève dans cette filiale. Une délégation de cent cinquante à deux cents travailleurs de cette usine est donc venue se joindre au débrayage organisé par les sections syndicales de Montrouge à l'occasion du CCE.

L'ambiance était bonne malgré le peu de participants de l'usine de Montrouge. Les travailleurs entendaient que leur emploi soit garanti, que les salaires ne soient pas bloqués et désiraient être reçus par le P-DG, Seydoux, présent à l'occasion du CCE.

La direction refusait de recevoir une délégation. Les grévistes de Vélizy, suivis des travailleurs de Montrouge, envahirent les bureaux de la direction pour être reçus.

La direction refusa de les recevoir mais assura que Seydoux rencontrerait une délégation le lundi à Vélizy.

L'après-midi se poursuivait le CCE avec la présence du P-DG. En pleine séance, une délégation de travailleurs de Besançon faisait irruption dans la salle, banderoles en tête. Le P-DG changea de couleur, mais réagit très vite : **« La séance est levée »,** dit-il en remballant ses dossiers et il se précipita vers la sortie.

Il refusa de revenir et fit annoncer que toutes les décisions seraient prises en février 1975.

Un CCE mouvementé qui n'a pu se terminer comme le souhaitait la direction.

Pour l'instant, rien n'est réglé, mais les travailleurs ont montré qu'ils n'entendaient plus s'en laisser conter. Et il se peut que dans les jours à venir un mouvement revendicatif plus sérieux commence aux Compteurs.

SNCF (Dijon)

Au triage de Perrigny-Gevrey, la SNCF s'acharne sur un travailleur combatif

DEPUIS quelque temps au triage de Perrigny-Gevrey, la direction de la SNCF s'acharne sur un délégué combatif et connu pour ses idées révolutionnaires.

Tout d'abord, en pleine campagne électorale, et alors qu'il figurait comme suppléant sur la liste présentée par Lutte Ouvrière dans la 3e criconscription de la Côte-d'Or, elle lui annonçait sa mutation de son poste d'employé aux écritures, poste qu'il occupait depuis près de dix ans, à un poste d'agent de manœuvre. Cette mutation, qui équivaut à un déclassement et reste sans précédent à la SNCF, constituait déjà une pression inadmissible et parfaitement arbitraire.

Mais la direction de la SNCF ne s'arrêtait pas là. Quelques jours plus tard, notre camarade apprenait qu'ayant quitté son poste durant deux heures pour effectuer dans un secteur du triage son travail de délégué, il était à nouveau sanctionné. Cette fois d'un blâme et d'une amende d'un montant de 6/12e de la prime de fin d'année, soit environ 700 F. Cette sanction, la plus élevée prévue par le règlement avant la dégradation, prend toute sa signification lorsque l'on sait que la direction ne l'applique que dans des cas exceptionnels, d'une fausse manœuvre, par exemple, ayant entraîné le déraillement d'un train de voyageurs.

Un tel acharnement ne s'explique que par le désir de la SNCF de se venger d'un travailleur gênant pour elle. Et plus particulièrement, ce qu'elle ne lui pardonne pas, c'est d'avoir, il y a trois mois, à la suite d'un accident qui avait provoqué la mort d'un agent de la manœuvre, dénoncé publiquement les responsabilités de la SNCF dans cet accident.

Ce n'est d'ailleurs pas par hasard, si, en le mutant, la direction l'a affecté au même endroit — le plus dangereux du triage — et dans le même poste.

Mais surtout, comptant sur l'isolement de notre camarade — n'appartenant plus à un syndicat depuis son exclusion de la CGT il y a un an pour ses sympathies révolutionnaires — la SNCF a voulu faire un exemple. A travers lui, elle tenait à briser tous ceux qui s'opposent à la dégradation des conditions de travail sur le triage, refusent l'insécurité permanente, l'augmentation des cadences et la diminution des effectifs pour un trafic qui, lui, ne cesse d'augmenter.

Mais mal lui en a pris. Car depuis quelques jours, loin de se laisser aller à l'écœurement et à la démoralisation, les cheminots, conscients qu'à travers leur délégué c'est à eux que la SNCF s'en prend, ont décidé de réagir. Spontanément, une pétition a commencé à circuler et la liste des signataires s'allonge tous les jours un peu plus. Loin de réussir à isoler notre camarade, la direction n'a fait que susciter la riposte et provoquer le regroupement de tous les cheminots qui ne sont pas prêts à se laisser faire.

Et cette riposte commence déjà à porter ses fruits, puisque la direction a dû battre en retraite : elle vient de réintégrer notre camarade dans son poste d'employé aux écritures. Cette première victoire des cheminots ne peut être qu'un encouragement à continuer. Le blâme et l'amende ne sont pas encore levés mais il n'est pas dit que la direction ne soit pas contrainte de reculer une fois encore.

Correspondant LO

A LORIENT (Morbihan)

• A la caisse de sécurité sociale

LES GRANDES MANŒUVRES D'HUMANISATION... A NOS DÉPENS

DANS le cadre de ses prétendues grandes réformes humanitaires pour « changer la société », Giscard prend aujourd'hui comme cheval de bataille la Sécurité sociale. Il s'agirait, entre autres, d' « humaniser » la Sécurité sociale.

Ainsi, à la caisse de Lorient, l'humanisation se fait à peu de frais : des plantes vertes dans tout le hall — beaucoup de « misères » d'ailleurs — des petites tables de salon, des posters, agrafés sur des plaques d'isorel.

Dans ce hall paradisiaque, on trouve des « cages » en verre qui abritent de nouvelles hôtesses, chargées de renseigner les assurés et de récupérer leurs dossiers.

Ceci, c'est pour les assurés, côté jardin... En fait, du côté cour, la réalité est tout autre : en effet, toutes ces mesures ne sont que de la poudre aux yeux pour mieux cacher les véritables problèmes. Les assurés sociaux ne seront pas remboursés plus rapidement de leurs frais médicaux, les attentes n'en seront pas moins longues.

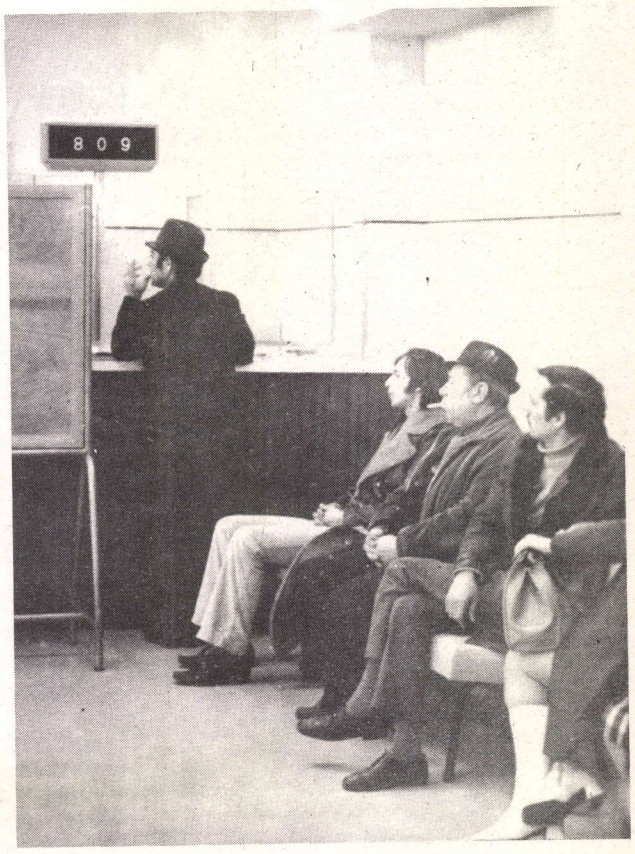
Le remboursement n'est pas plus rapide. (Ph. LO)

Et surtout, c'est encore nous, employés de la Sécurité sociale, qui faisons les frais de ces mesures. En effet, la direction a choisi les nouvelles hôtesses dans le personnel des agents techniques, chargés de la liquidation des dossiers. Mais si ces agents, au nombre de huit, changent de service, il n'est cependant pas question de les remplacer et d'embaucher du personnel supplémentaire pour combler les places vides.

En outre, la sélection de la direction s'est faite de manière pour le moins scandaleuse. Les agents techniques devenues hôtesses vont passer à un coefficient supérieur. Or, les salaires n'étant pas très élevés à la Sécurité sociale (1.100 F à 2.000 F environ), tout le monde a postulé pour ces postes d'accueil. Pour choisir les huit employés demandés, la direction a fait passer un examen oral, dont le jury était composé de cadres et d'un adjoint de direction parisien spécialisé dans ce genre d' « examen ». Les syndicats, au lieu de dénoncer cette mascarade, s'y sont prêtés, mais leur collaboration s'est trouvée réduite malgré eux, puisqu'on les a fait sortir lorsqu'il a fallu délibérer et donc attribuer les postes !

Il faut dire que cet examen était d'un genre tout à fait particulier : il ne s'agissait pas de répondre à des questions d'ordre technique, mais on nous demandait notre avis sur tout autre chose : « Que pensez-vous de l'affaire du « France » ? De la réforme de l'ORTF ? Du gouvernement Giscard ? De l'avortement, de la contraception, de l'union libre et même... de la polygamie? Quels sont les meilleurs syndicats, les syndicats français ou allemands, etc. ? ».

Est-il nécessaire de dire que l'ambiance était survoltée dans tous les bureaux ! Les employés qui n'avaient pas été sélectionnés étaient déçus et leur première réaction a été souvent désagréable à l'égard de leurs collègues « plus heureux ». Et c'est d'ailleurs ce que voulait la direction. Mais elle ne doit pas croire que la vieille formule « diviser pour régner » va marcher plus longtemps. Car dans les bureaux l'ambiance est redevenue bonne dans l'ensemble, ce qui prouve bien que la méthode de la direction a fait long feu et que personne n'a été dupe : même pour celles d'entre nous qui ont obtenu le poste, la carotte paraît aujourd'hui bien maigre, et il est sûr que nous nous retrouverons au coude à coude, comme avant, pour défendre nos revendications.



Les files d'attente n'ont pas disparu. (Ph. LO)

Correspondant LO

• Chez Le Béon

La croisade d'un patron de droit divin

L'ENTREPRISE Le Béon de Lorient fabrique des manilles de manutention pour la marine et emploie une centaine d'ouvriers. Depuis peu, une section syndicale CGT essaye de se créer à l'initiative d'un prêtre-ouvrier, Michel Guillaume, qui a réussi à syndiquer une quarantaine de travailleurs. Pourtant, depuis toujours, Le Béon s'oppose vigoureusement à toute tentative d'implantation d'un syndicat ouvrier dans son entreprise et, aujourd'hui encore, il tente de couper court à la constitution de la section CGT en licenciant purement et simplement son instigateur.

Le Béon se définit lui-même comme un « bon catholique » et un patron modèle : il déclare à qui veut l'entendre qu'il paye de gros salaires, alors qu'en fait ceux-ci sont de 1.500 à 1.700 F par mois (primes comprises) pour 48 heures hebdomadaires. Chacun est libre, dit-il encore, mais « je ne veux pas de pagaille dans ma maison ».

Cependant, Le Béon ne peut aujourd'hui faire tout à fait ce qu'il voudrait. En effet, d'une part, l'Inspection du Travail a refusé le licenciement du prêtre-ouvrier ; d'autre part, les Unions locales CGT et CFDT ont fait appel (quoique de façon limitée) à la solidarité des métallos de Lorient et ont dénoncé devant l'opinion publique les exactions de Le Béon ; enfin, l'évêque de Vannes lui-même s'est élevé contre la mise à la porte de Michel Guillaume.

Mais, apparemment, il en faut beaucoup plus pour impressionner le sieur Le Béon qui n'a pas manqué, par ses déclarations complaisamment reproduites dans la presse locale, de se poser en martyr de « la pagaille » et de s'appuyer sur ceux qui déplorent que des prêtres « travaillent à plein temps comme agitateurs alors que des paroisses restent sans prêtres » ! **Il a même remis vertement et publiquement à sa place l'évêque de Vannes, déclarant :** « Pourquoi être neutre face au mal ?... On a vu un prêtre-ouvrier, docile à un parti athée, semer sournoisement la discorde là où régnait la paix... Assez de sermons politiques ! Remettez à leur vrai travail vos prêtres-ouvriers et parlez-nous de Dieu. » !

De plus, au sein même de l'entreprise, le syndicat autonome, ou plutôt patronal, a fait pression sur les ouvriers, par un véritable chantage à l'emploi, pour qu'ils exigent le licenciement du prêtre-ouvrier. C'est ainsi que, par un vote à bulletin secret, Le Béon a fait se prononcer 63 travailleurs contre 21 pour une semaine de grève à partir du 30 septembre dernier, afin d'appuyer la demande de licenciement !

A l'heure actuelle, on attend le résultat des élections de délégués du personnel qui doivent avoir lieu fin octobre et, Guillaume, malade, étant en arrêt de travail, le patron ne se gêne pas pour déclarer : « Nous retrouvons la gaieté, on chante dans les ateliers... Je suis un père pour mes employés qui ont tous les avantages sociaux, mais je ne veux pas de syndicat, ni de politique dans mon usine. » **Et, poursuivant sa sale besogne, il vient de licencier un jeune ouvrier syndiqué CGT sous le fallacieux prétexte qu'il** « faisait mal son travail ».

Et tout ça, en 1974, au vu et au su de tout le monde ; comme s'il n'y avait pas de législation ouvrière... Jusqu'à quand un tel scandale durera-t-il ?

Correspondant L.O.

LUTTE OUVRIERE

non aux licenciements !

LMT (Orvault - Loire-Atlantique)

"Il faut savoir terminer une grève..."

LE jeudi 10 octobre, la direction de LMT mettait à pied un manutentionnaire parce qu'il n'avait pas exécuté un ordre. Ce camarade avait eu raison de refuser, car nous avons pu nous rendre compte dans quelles conditions lamentables on voulait l'obliger à travailler. En plus de la mise à pied, le patron entama immédiatement une procédure de demande de licenciement auprès de l'Inspection du Travail.

Le midi, à l'appel de la CGT et de la CFDT, nous étions plus de deux cents à débrayer, bien décidées à ne pas laisser faire. Surtout que Gicquel (patron de LMT-Orvault) ne se privait pas de claironner que, désormais, il n'y aurait plus d'avertissement, « ce serait tout de suite la porte ». Il avait l'intention, disait-il, de licencier une centaine d'entre nous d'ici la fin de l'année.

Dans l'après-midi, nous sommes passées sur les chaînes pour convaincre les hésitantes de nous rejoindre. Une quarantaine nous a suivies. Et le moral y était, bien que les délégués mettent sur le même plan la mise à pied avec menace de licenciement de notre camarade et l'absence d'un local pour entreposer les jouets de Noël !

Le lendemain, nous étions aussi nombreuses à sortir. Pourtant, les syndicats ne parlaient toujours que d'un « débrayage éventuellement reconductible ». Mais nous ne reprenions pas le travail. D'ailleurs, quand ils nous proposèrent de rentrer le midi pour ressortir l'après-midi, ce fut un tollé général : **« Pas question de reprendre ! », « On continue ! ».**

Les délégués étaient plus préoccupés de négocier avec le patron que d'organiser la grève. Ils sont allés discuter et rediscuter alors que le patron refusait toujours de céder. Naturellement, Gicquel en prenait à son aise : il lanternait les délégués et cherchait à nous impressionner. Un car de police stationnait depuis le matin à la porte de l'usine et des huissiers suivaient Gicquel comme des ombres.

Le lundi 14 octobre, nous étions un peu moins nombreuses à suivre le mouvement (cent quatre-vingts). Et le moral n'y était pas, car on s'ennuyait ferme à piétiner sur place sans aucune proposition. Pourtant beaucoup étaient prêtes à faire un petit tour chez Gicquel, mais, pour les syndicats, « ça n'avancerait à rien » et « ça gâcherait la négociation ». Nous avons ainsi passé la journée dans le local du CE à écouter des disques, jouer aux cartes, etc.

Mardi, dès le matin, les délégués donnaient le ton : « Il ne faut pas faire de jusqu'auboutisme », « il faut savoir arrêter une action ». C'était clair : ils voulaient en finir. Puisque la négociation échouait, nous devions reprendre le travail. Mais pour nous, rentrer, c'était accepter la perspective du licenciement. Et beaucoup pensaient qu'il fallait faire quelque chose au lieu de rester les bras ballants à attendre... un miracle.

Le miracle, les syndicats l'attendaient peut-être d'une nouvelle entrevue avec Gicquel, alors que nous, nous étions prêtes à entrer dans le bureau de celui-ci pour lui dire son fait à deux doigts des moustaches. Après nous avoir barré la route de son bureau, les délégués nous ont finalement annoncé que le patron ne cédait pas à propos du licenciement mais, par contre, qu'il nous faisait la « générosité » de trouver un local pour stocker les jouets de Noël (!) et qu'il démentait toute menace de licenciement **collectif.**

Et ce fut sur la base de ces « deux points positifs » que les délégués ont entrepris de nous faire reprendre le travail. Comme beaucoup d'entre nous n'étaient pas d'accord, un vote à bulletin secret fut organisé qui montra une faible majorité (soixante-quinze contre soixante et onze) pour la reprise. Et puis les délégués eurent le culot d'ajouter que, de toute façon, seuls les Prud'hommes pouvaient faire quelque chose pour notre camarade et que, par ailleurs, les permanents de l'UL-CGT et CFDT auraient une entrevue avec la direction pour la faire revenir sur sa décision...

Alors, c'est la rage au cœur que beaucoup d'entre nous ont repris le travail l'après-midi. Car nous avions le sentiment d'avoir été « menées en bateau ».

Correspondant LO

Guéry (Deux-Sèvres)

Après Cerisay, les travailleurs de Guéry en lutte

LES travailleurs de la plus grande entreprise de Mauléon (Deux-Sèvres) manifestaient le 26 septembre dernier contre le licenciement d'une trentaine d'entre eux.

En effet, chez Guéry, où cent quatre-vingt-cinq travailleurs fabriquent des réservoirs à lait, la situation, comme dans nombre de petites entreprises de la région, n'est pas brillante. Les ventes diminuent, les prix des matières premières augmentent.

Chez Guéry, dès le début septembre, il était question de difficultés financières et de licenciements. Les tanks à lait s'écoulaient au rythme de six par jour au lieu de quarante. Le 9 septembre, Guéry déposait le bilan. Le 17, avec quinze jours de retard, les ouvriers recevaient leur paye et le CE était convoqué pour voter le licenciement d'une vingtaine de travailleurs. Il s'y oppose mais l'inspecteur du Travail donne son accord le 20.

Face à cela, les travailleurs ne restent pas inactifs. A l'initiative de la CFDT, seule section syndicale de l'entreprise, cent cinquante travailleurs de chez Guéry manifestent le 26 septembre, dans les rues de Mauléon aux cris de **« Nous voulons du boulot »** et aux accents de **l'Internationale.**

Cependant, à la mi-octobre, Guéry licencie vingt-trois travailleurs et réduit le temps de travail à 36 heures, ce qui entraîne une perte de salaire considérable pour le personnel.

Mais il n'est pas évident du tout que les patrons aient définitivement gagné la partie. On évoque de plus en plus souvent Lip et Cerizay à Mauléon où la colère monte dans les rangs ouvriers.

Correspondant LO

Trailor (Lunéville)

Non aux licenciements

MARDI 15 octobre, la direction de Trailor annonçait au Comité Central d'Entreprise plusieurs mesures : réduction de l'horaire hebdomadaire à quarante heures (au lieu de 42 heures 30) avec perte de salaire, suppression de la clause de sauvegarde du pouvoir d'achat (les salaires suivaient tant bien que mal la hausse des prix d'après un indice Trailor, pot-pourri des indices CGT et INSEE) ; et, surtout, elle a parlé de la possibilité de quatre cents licenciements.

Après Titan-Coder, Trailor a donc décidé de faire payer aux travailleurs les frais de ses difficultés. Et si, au CCE, elle a parlé de licenciements au futur, en fait, elle a déjà commencé à réduire les effectifs. En deux semaines, c'est à onze licenciements qu'elle a procédé à Lunéville, sous les prétextes les plus divers : tel ouvrier, qui avait demandé sa mutation parce qu'il devenait de plus en plus sourd à son poste de travail, s'est vu renvoyer pour rupture du contrat de travail ! Tel autre, qui revenait du service militaire, n'a pas été repris. Deux ouvriers qui avaient eu une altercation : licenciés ! Etc.

Le vendredi, la CGT, seul syndicat présent à l'usine de Lunéville, organisait des réunions par secteur sur le temps de travail. Dans certains ateliers, les discussions étaient vives, certains proposant déjà de bloquer les routes avec les semi-remorques stockés. Le lundi suivant, un meeting sur toute l'usine réunissait, après le travail, cinq cents personnes sur les treize cents de l'usine : il fut décidé d'organiser une manifestation à Lunéville le vendredi 25, ainsi que deux autres à Nancy et à Metz le lundi 28.

Pour l'instant, c'est donc l'attente. Mais personne n'admet les mesures décidées par la direction. Surtout que nous avons appris qu'au moment même où l'on réduit l'horaire à Lunéville et où l'on parle de licenciements, nos camarades de l'usine de Soissons se voient demander de venir travailler le samedi !

Il n'est pas dit que nous laisserons Trailor agir à sa guise. D'autant plus que, pour la plupart d'entre nous, travailler à Trailor est la seule possibilité que nous ayons : Lunéville ne compte plus beaucoup d'industries, et Trailor est la plus grosse usine à des kilomètres à la ronde.

Trailor — et, derrière, le trust Pullman — a les moyens. Et il n'y a pas de raison pour que ce soit nous qui payions les pots cassés !

Correspondant LO

Cipel (Caudebec)

La direction a reculé

L'USINE de la Cipel, à Caudebec-les-Elbeuf, près de Rouen, emploie plus de mille personnes, environ quatre cents hommes et six cents femmes. C'est la plus importante (80 % du chiffre d'affaires total de la Cipel) des quatre usines où sont fabriquées les piles Cipel-Mazda. Depuis deux ans, la Cipel fait partie du trust CGE, avec comme conséquence un rapprochement avec Saft-Leclanché.

Fait à noter, d'ailleurs : alors que les malheureux acheteurs choisissent soigneusement dans les grands magasins quelle marque de piles mettre dans leur transistor pour qu'elles durent le plus longtemps (Cipel-Mazda, ou bien Leclanché ?) eh bien, nous, travailleurs de la Cipel, nous faisons couramment des piles Cipel, mais aussi des Leclanché, la seule différence étant l'emballage...

Comme chacun sait, le trust CGE, dont le P-DG est Ambroise Roux, vice-président du CNPF, se veut à la pointe du modernisme et du dynamisme... Mais il y a loin de ses déclarations à la réalité.

Car par les salaires, les conditions de travail, la discipline qu'essaie de faire régner la direction, la Cipel n'a rien à envier à la plupart des autres entreprises. En particulier, depuis la rentrée, avertissements, mises à pied et même licenciements pleuvent.

Mais, récemment, le chef des N3, dont la réputation n'est plus à faire dans l'usine (au point qu'il y a un mois les ouvriers et ouvrières du secteur s'étaient cotisés pour lui payer un martinet, qu'il a trouvé sur son bureau en arrivant !), est tombé sur un os.

Un jeune profressionnel qui sortait du CET avait été embauché le 10 juillet avec un essai d'un mois renouvelable. Le 10 septembre, on lui annonçait qu'il ne faisait pas l'affaire, et on lui renouvelait son essai pour un mois. Depuis, rien. Quelle ne fut pas sa surprise en apprenant le 10 octobre, à 13 h 20, alors qu'il terminait à 13 h 30, qu'il était licencié sur-le-champ... Motif invoqué par la direction : « Il ne sait pas commander les ouvrières » !

Devant ce licenciement scandaleux, tous les régleurs et les capsuleurs des N3 décidaient immédiatement d'avertir les délégués du personnel et de réagir contre de telles méthodes. Ils ont débrayé le lendemain à 8 heures. Ils ont déposé le cahier de revendications et sont allés le porter tous ensemble au chef du personnel.

Devant tout l'atelier paralysé, la direction décidait de reprendre notre jeune camarade à la même qualification, dans un autre secteur de l'usine.

Finalement, les travailleurs des N3 ont repris le travail 50 minutes plus tard, après avoir obtenu satisfaction, et bien décidés à recommencer si le cas se représentait.

Correspondant LO

A propos d'une réédition du livre d'Edouard BERNSTEIN

Les présupposés du socialisme

CET ouvrage, réédité aujourd'hui, fut publié pour la première fois en 1899.

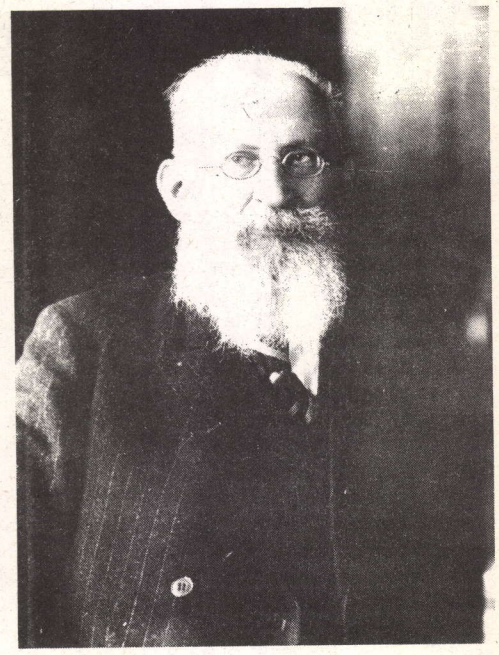
Edouard Bernstein, né en 1850, appartenait à la social-démocratie depuis sa jeunesse. Influencé par Engels, pendant son exil à Londres, il commença, à son retour en Allemagne, à procéder à ce qu'on a appelé la « révision » du marxisme.

Bernstein affirmait en effet que, contrairement à ce que pensait Marx, le capitalisme se montrait capable d'adaptation et que les socialistes ne pouvaient plus tabler sur les crises, sur l'effondrement de l'économie capitaliste, comme fondement de leur tactique.

Prenant l'exemple des pays capitalistes avancés, il expliquait que la lutte des classes, loin de s'aggraver, allait s'atténuant, la classe ouvrière obtenant des avantages de plus en plus conséquents et la bourgeoisie devenant de plus en plus libérale. Bernstein reprochait à Marx d'avoir sous-estimé *« la démocratie »* car, écrivait-il, *« les réformes démocratiques, et tout particulièrement le suffrage universel, ont eu pour conséquence qu'aucune classe ne bénéficie plus d'un privilège politique face à la majorité »*.

En conséquence, la révolution n'était pas nécessaire, ni possible d'ailleurs. *« Le but, quel qu'il soit, n'est rien, le mouvement est tout »* : Bernstein, en conclusion de son ouvrage, qui reprenait le contenu d'articles qu'il avait fait paraître dans la presse social-démocrate, sommait la social-démocratie allemande *« d'oser paraître ce qu'elle est »*, c'est-à-dire un parti visant à la transformation socialiste de la société par le moyen de réformes démocratiques et économiques, et non plus un parti révolutionnaire.

Contre Bernstein et ses théories, Parvus, Rosa Luxemburg et Kautsky partirent en guerre. Si Kautsky se faisait le défenseur de l'orthodoxie marxiste, Rosa Luxemburg s'attacha à démontrer avec passion qu'il était impossible d'opposer les réformes sociales à la révolution. Seule une révolution, la destruction violente de l'Etat d'une classe et son remplacement par celui d'une autre classe, établissait le cadre — et les limites — dans lesquelles les réformes pouvaient avoir lieu. Et si Rosa Luxemburg attaqua les théories économiques de Bernstein, elle montra surtout les liens qui existaient entre la théorie marxiste et la pratique, c'est-à-dire la tactique et la stratégie du parti.



Ci-dessus : Edouard Bernstein.

Ci-contre : un congrès de la IIe Internationale en 1904, à Amsterdam. Au centre : Plékhanov et Bracke. A demi caché derrière : E. Vaillant. En haut, de gauche à droite : Rosa Luxemburg, Adler, Kautsky et Vandervelde.

Bernstein n'a fait que théoriser le réformisme qui gagnait la IIe Internationale. Et si les dirigeants de l'Internationale ont condamné Bernstein, c'est contre eux que Rosa Luxemburg a dû ensuite se battre pour défendre la nécessité de la révolution.

Car c'était au nom de la « pratique » que Bernstein et ses partisans remettaient en cause le marxisme.

En effet, passant de 18 % des voix en 1890 à 27 % en 1898, fort de plusieurs centaines de milliers d'adhérents, le Parti Social-Démocrate Allemand prospérait dans la légalité et mettait sur le compte de sa puissance et de son action parlementaire les réformes sociales que la prospérité économique des dernières années du siècle et les bénéfices de l'expansion impérialiste permettaient à la bourgeoisie allemande d'offrir aux classes laborieuses. Et les parlementaires incontrôlés, les intellectuels attirés vers le Parti Social-Démocrate non par l'action militante mais par les places qu'il offrait (il y avait soixante-quatre quotidiens du parti, etc.), donnaient le ton dans un parti plus préoccupé par les problèmes parlementaires et la gestion des municipalités. La révolution apparaissait de plus en plus comme l'objectif lointain qui figurait dans les discours du dimanche... mais qui disparaissait des préoccupations réelles du parti.

Le Parti Social-Démocrate était en train de devenir un parti réformiste. La suite allait en montrer de façon éclatante les conséquences : la direction du Parti Social-Démocrate passait ouvertement, en 1914, avec armes et bagages, aux côtés de sa bourgeoisie et, en 1918-1919, écrasait elle-même la révolution.

Certes, aujourd'hui, les arguments employés par les réformistes, fussent-ils staliniens, pour expliquer qu'on peut parvenir au socialisme sans révolution, par le jeu parlementaire, ne se fondent plus sur les théories de Bernstein. Mais les fondements du réformisme, c'est-à-dire l'affirmation que l'avènement de la « démocratie » rend la révolution superflue, sont bien les mêmes.

Tel est l'intérêt, aujourd'hui, de la lecture de l'ouvrage de Bernstein. Un intérêt bien mince ! D'autant plus que les présentateurs de l'ouvrage, Frédéric Bon et Michel-Antoine Burnier, se sont bien gardés de mettre en évidence ce qui aurait pu en faire l'actualité, c'est-à-dire justement le dilemne « réforme ou révolution ». Ce qui nous vaut une postface particulièrement inintéressante où l'on nous affirme que, dans tout parti, il y a une droite, une gauche et un centre, dans le Parti Social-Démocrate Allemand comme dans le Parti Bolchévik (Trotsky, Boukharine et Staline) et... dans le Parti Socialiste aujourd'hui ! Sans rien dire, bien entendu, des réalités sociales différentes que les mots « gauche », « droite » ou « centre » recouvrent dans chaque cas. Les auteurs de cette postface veulent-ils ainsi justifier la coexistence, au sein du Parti Socialiste, de toutes ces tendances ? En tout cas, cela leur évite de se poser le problème de la nécessité de la révolution.

Sylvie FRIEDMAN

UNE TRAVAILLEUSE RÉVOLUTIONNAIRE
dans la campagne présidentielle

Interventions télévisées et textes divers

Une travailleuse révolutionnaire dans la campagne présidentielle

Le recueil des interventions de notre camarade Arlette Laguiller, au cours de sa campagne présidentielle, comprend, outre ses interventions radiotélévisées, des extraits d'un certain nombre de meetings et, en annexe, une partie de nos textes politiques édités pendant la campagne.

Il est toujours disponible, au prix de 15 F, dans tous les kiosques de presse. On peut également l'obtenir en écrivant à Lutte Ouvrière, **BP 233-75865 Paris Cédex 18 et en joignant un chèque de 15 F (à l'ordre de Michel Rodinson).**

LISEZ, FAITES LIRE

UNE TRAVAILLEUSE REVOLUTIONNAIRE
DANS LA CAMPAGNE PRESIDENTIELLE !

Responsable de la publication :
Michel RODINSON

Composition :
L.I.T.O.
4 ter, rue du Bouloi
Département Presse Offset

Impression : Roto technic Offset
Aubervilliers

Adressez toute correspondance à
LUTTE OUVRIERE
B.P. 233
75865
PARIS CEDEX 18

Tous les versements de fonds, abonnements et soutiens divers doivent être faits au :

C.C.P. RODINSON
PARIS-6851-10

FEUILLETON

ernst glaeser

le dernier civil

Copyright: Editions Bernard Grasset

(Ph. Viollet)

Ernst Glaeser, né en Allemagne en 1902, acquiert en 1928 la célébrité avec son roman Classe 22. **Toute une génération d'adolescents grandie pendant la guerre de 1914 y retrouve son désarroi.**

Puis, paraît La Paix, **récit de la révolution allemande où les sympathies du héros vont aux spartakistes. Saisissante peinture de la façon dont les sociaux-démocrates voulaient « faire la révolution », dans « l'ordre » et sans les ouvriers, ce roman l'est aussi de la répression qui s'abattit et du découragement qui s'ensuivit.**

C'est juste avant la prise du pouvoir par Hitler que paraît Le dernier civil. **Ce roman, le dernier de la trilogie, est le tableau de la vie d'un petit village allemand, Siebenwasser, aux prises avec la montée du nazisme. Il relate comment, sur la base d'une crise sociale et économique de plus en plus profonde, la démagogie fasciste gagne du terrain, comme une gangrène, et de quoi elle est faite : d'anticommunisme et d'antisémitisme essentiellement. Il relate les premiers pas de l'organisation fasciste paramilitaire locale ; et la panique et la colère de la petite-bourgeoisie lorsqu'elle découvre soudain qu'elle est ruinée par l'inflation et les faillites en chaîne.**

RESUME

On est en 1927, à Siebenwasser, petite ville de l'Allemagne méridionale.

Après avoir fait fortune aux USA, Jean-Gaspard Bäuerle, accompagné de sa fille Irène, retrouve sa ville natale et sa patrie, qui est pour lui, depuis 1918, un pays démocratique.

Le parti nazi, dirigé localement par le lieutenant Gerhart Träger, a réussi à noyauter l'administration, grâce en particulier au secrétaire municipal, l'ambitieux Kalahne.

La jeunesse est pleine d'enthousiasme pour l'idéal national-socialiste. Les lycéens n'hésitent pas, pour le Führer, à se faire renvoyer de leur établissement : c'est ce qui arrive à Jürgen et à Hans Diefenbach, fils d'un officier tombé à Verdun.

Les retraités, les veuves de guerre (comme Hertha Diefenbach, la mère de Hans), les aigris et les déclassés de toute sorte (comme Maria, la prostituée qui a recueilli Jürgen) mettent en Hitler leurs derniers espoirs.

Le restaurateur Henri Jockel demande audience au maire, Schrader. Pendant ce temps, Träger et Hans préparent l'exercice de nuit, surveillés par Kilian Kern, le postier mutilé de guerre.

(23)

Le conseiller Schrader réfléchit, mais avant qu'il put donner une réponse à l'huissier, Henri Jockel était déjà dans le bureau. Il avança vers Schrader — une véritable catastrophe gesticulante. « Le Bäuerle » était revenu, le Jean-Gaspard, et il avait été avèc lui à l'école, il y avait quarante-cinq ans, et dans ce temps-là il n'avait pas trois boutons à sa culotte, tant il était gigantesquement pauvre. Et aujourd'hui, il était descendu chez lui dans un « Lasalche » comme disait la Nanette en parlant de cette gigantesque auto, et il avait une fille avec lui et il n'y avait pas dans le monde entier une beauté aussi gigantesque. Et bien entendu ils avaient bu un petit verre ensemble et Bäuerle lui avait confié qu'il possédait de gigantesques usines, mais qu'il voulait rester à Siebenwasser et dépenser son argent dans son pays natal. Une idée se leva dans le cerveau de Schrader. Si Jockel ne lui racontait pas des bourdes, il tenait maintenant la distraction si nécessaire à l'opinion publique. Celle qu'il cherchait depuis des jours.

Kalahne entra dans l'Hôtel de Ville par une porte latérale. C'était un samedi après-midi. Les portes des bureaux étaient grandes ouvertes. Il renifla la buée doucereuse des paperasses, entendit les savates des femmes de ménage traîner parmi les fauteuils avachis de la bureaucratie.

Quand il entra dans le bureau de Schrader, le conseiller, contrairement à toutes ses habitudes, marchait de long en large et Henri Jockel se démenait derrière lui, en criant : « Il veut s'acheter un domaine, avec des vignes et des forêts et il a demandé ce qu'il en était du musée et du théâtre et de l'asile de vieillards, c'est gigantesque, je vous dis ! »

Schrader s'arrêta. Il fit signe à Kalahne. Puis il dit : « Maintenant, nous allons nous asseoir bien tranquillement et vous allez être assez aimable, cher Jockel, pour nous raconter encore une fois tout par le commencement. Mais bien tranquillement, et sans « gigantesque ».

Ils s'assirent, Henri Jockel appuya ses mains sur ses genoux. Il respira profondément, regarda fixement le tapis et commença : « Il y a quarante-cinq ans, et j'étais encore un enfant... »

Dans la cuisine de la maison paysanne qu'habitait Gerhart Träger, quinze cartons étaient empilés. Par la fenêtre étroite, une lumière lasse tombait. Deux hommes étaient debout dans la pénombre. Leurs torses luisaient. La table et le fourneau disparaissaient sous les uniformes. Quinze paires de bottes bien fourbies brillaient le long du mur. La peau du jeune garçon brillait aussi, claire. L'officier le regardait, silencieusement. Hans levait les chemises en l'air et se les mesurait sous les bras.

Il rit et tâta le cuir des ceinturons. Il caressa les courroies.

« Vraiment ? s'écria-t-il, vraiment ? »

« Oui, Hans, entendit-il dire à l'officier, prends. Tu le mérites. »

Alors Hans s'assit sur une chaise ; les souliers et le pantalon volèrent, il enleva sa vieille chemise reprisée, il était debout, nu, dans la cuisine, Gerhart Träger avança vers lui.

Le jeune garçon s'efforça de rire, gêné. Il sentait la main de l'officier sur son épaule. Elle était chaude et sèche.

« Pourquoi as-tu peur ? » entendit-il dire à une voix, très loin.

« Je n'ai pas peur... »

Jean-Gaspard était étendu sur le lit, dans la chambre n° 1 de l'Ours Bleu. Il regardait vers la fenêtre, clignant des yeux. Les tours de Saint-André

FEUILLETON

luisaient, bleues et grises, dans la pluie. La fumée des cheminées rampait sur les toits. Les gouttières bourdonnaient.

Jean-Gaspard se sentait très frais. La légère ivresse du vin était passée. Il avait dormi. L'air qui venait par la fenêtre sentait la terre. Bäuerle se leva. Il frappa au mur. Irène logeait de l'autre côté.

Pas de réponse. Bäuerle frappa une seconde fois. Rien. Il s'habilla rapidement. Quand il fut devant la porte d'Irène, elle était fermée. Bäuerle alla dans le hall. Irène était assise sur la banquette.

Elle se leva quand son père approcha, Bäuerle vit un homme qui s'inclinait poliment.

« C'est le docteur Kalahne, papa, il vient de la part du Conseil municipal et il nous invite à aller ce soir au banquet de la société des amis de l'Odenwald. On dansera après. »

Bäuerle considéra le docteur. « Une figure de jésuite », pensa-t-il.

Kalahne répéta l'invitation.

« Vous faites vraiment les choses comme si j'étais un Maharadja », dit Bäuerle en riant. Il secoua la main de Kalahne qui ne retint un cri de douleur qu'avec peine. « Qu'en penses-tu, Irène ? »

« Mais, bien entendu, nous irons. »

Kalahne s'inclina et partit.

« Il n'a pas du tout une figure d'Allemand », chuchota Irène.

Elle monta dans sa chambre. Quand elle fut devant le miroir et que la molle lumière de la lampe couvrit son visage, elle ferma les yeux, quelques secondes. Elle vit la route d'Erlenbach. Elle vit l'auto. Elle vit la main que Hans lui donnait, lorsqu'il repartit, pâle, sans dire un mot.

Mme von Berg avait retravaillé avec Bringolf le manuscrit que l'intendant devait faire jouer pour le cinquantenaire des amis de l'Odenwald. Il leur avait fallu trois jours pleins pour se remettre de la simple lecture. C'était un drame en dix tableaux vivants avec des rôles parlés et de la musique. C'est du moins ce qu'assurait son auteur, le recteur Allwohn. Vaillant excursionniste, ce dernier siégeait dans le comité directeur de la société. Cinq plaquettes d'or ornaient son alpenstock.

Il avait soixante-dix ans. C'était un des fondateurs de la société. Il n'y avait pas un sommet dans l'Odenwald qu'il n'eut gravi, pas un sentier où il n'eut marché. Il avait organisé le système des couleurs-repères d'après lesquelles les citadins devaient s'orienter dans leurs excursions. Le refuge sur le Dos du Chat était son œuvre, et il avait réuni les légendes et les chansons populaires qu'on entend aux veillées de fileuses, l'hiver, en un petit volume paru avant la guerre à la Librairie populaire de Wiesbaden. Elles étaient conservées dans ce livre, les légendes de l'Odenwald, écrites dans la langue simple du peuple, et les chansons aussi, dont les mélodies tremblaient d'amour, de mort et de la nostalgie des jeunes filles.

On était à six mois de la fête du cinquantenaire quand le père Allwohn — c'est ainsi que les paysans appelaient ce populaire vieillard — avait exhibé dans une séance du comité directeur un épais manuscrit. C'était, assurait-il, une pièce commémorative, solennelle, et en vers libres, arrachée aux Muses poétiques en de longues nuits studieuses. Il en faisait cadeau à la société et demandait seulement qu'on représentât sa pièce à la fête du cinquantenaire. Touché par la générosité du vieil homme, le comité directeur avait accepté le manuscrit sans le lire et avait chargé l'intendant Bringolf de la mise en scène. Bringolf avait longtemps laissé dormir la pièce dans ses tiroirs. Il ne l'avait lue que peu de semaines avant la fête du jubilé.

Il avait couru aussitôt chez le conseiller Schrader qui était aussi du comité directeur. **Le sauvage sire de Pierrefriche** — c'était le titre de la pièce — était une diatribe enflammée et tonitruante contre les Juifs, contre les Français qu'on y appelait les Welsches, contre les catholiques appelés les Noirs et à la fin, un grand massacre se déchaînait entre Noirs, Juifs et Welsches. Le sire de Pierrefriche les tuait tous et l'Allemagne, berceau du Bien était libérée de ses entraves.

On ne pouvait rendre son manuscrit à ce vieillard qui avait bien mérité de la ville. On ne pouvait pas non plus jouer sa pièce telle qu'elle était. Il fallut donc « causer » avec le Père Allwohn.

Cinq jours durant, Bringolf s'était soumis à cette pénible procédure. Quand il arrivait le soir chez Mme von Berg, apportant les passages remaniés qu'il avait arrachés de haute lutte au vieux dur-à-cuire, c'étaient des fous-rires interminables. Bringolf avait réussi à faire remplacer les Noirs et les Welsches du Père Allwohn par des allégories. C'était plus artistique, avait-il assuré. Ainsi les Noirs étaient personnifiés par un charbonnier qui volait des enfants blonds et les Welsches par un bohémien qui volait des poules. Mais pour les Juifs, la lutte avait été dure. Le père Allwohn ne consentait à aucun compromis sur cette question vitale. C'étaient les corrupteurs du peuple, les paysans en savaient quelque chose. Mais lorsque Bringolf fit remarquer que M. le Conseiller de commerce Dreyfus supprimerait certainement sa participation annuelle à l'entretien du refuge sur le Dos du Chat, Allwohn céda avec force soupirs et jurons. Ils baptisèrent le Juif « l'Etranger », mais le père Allwohn ne se laissa pas marchander le nez crochu.

En cinq jours, le spectacle commémoratif fut réécrit. Mme von Berg avait puissamment contribué au remaniement. Bringolf et elle avaient composé une manière d'opéra en arrangeant un tutti-frutti de chansons populaires, et de la version primitive seul le retour du « sauvage sire de Pierrefriche » avait subsisté.

Bringolf était maintenant derrière le rideau. Il avait fait trois répétitions d'éclairage, car l'éclairage était un des éléments essentiels de cette représentation. La scène du casino était petite. Il n'y avait pas de loges pour les acteurs. Ils se grimaient dans un corridor traversé de courants d'air. Mme von Berg jouait aussi, elle figurait la patrie.

En bas dans la salle, les couverts étaient mis. Le banquet commémoratif et solennel commençait à huit heures. Puis il y avait des discours. A neuf heures et demie le gong devait sonner. A dix heures, le père Allwohn serait sur la scène. Les fleurs étaient commandées. Et aussi une corbeille de cadeaux pour le vieux Monsieur avec d'imposantes bouteilles de cognac.

Toute l'affaire devait durer une demi-heure. Puis on ouvrirait le bal et tout serait oublié.

Le conseiller Schrader était debout à une des extrémités de la table. La salle ruisselait de lumière. Le père Allwohn était assis à la droite du conseiller. Le vieux était fâché. Il s'était préparé à cette soirée pendant des mois, avait commandé une redingote neuve, et le discours qu'il portait dans sa poche il l'avait bien recopié dix fois. Et maintenant qu'il était assis là, tous les yeux étaient fixés sur cet homme assis à la gauche de Schrader, le dénommé Bäuerle, qui, quarante-cinq ans plus tôt, avait été son élève, un satané garnement. Le père Allwohn entendit les paroles du conseiller, entendit son nom, perçut les remerciements du comité et de la ville. Il se leva et parla. Et quand il eut fini, un garçon lui apporta un grand hanap orné de ciselures d'argent. Il le souleva, le remplit de vin et le vida tout d'une lampée, sans reprendre haleine une seule fois. Alors l'enthousiasme de l'assistance ne connut plus de bornes.

Mais tout à coup le conseiller Schrader fit de nouveau tinter son verre et le père Allwohn sentit tous les regards le quitter. Il baissa la tête, tristement.

Il fit comme s'il dormait.

« Citoyens de Siebenwasser ! Ce jour que nous fêtons dans l'amour du pays natal et dans la vénération d'un homme qui s'est employé à nous rendre ses beautés toujours plus accueillantes pendant soixante-dix années remplies d'amour et de vaillance, ce jour revêt encore un éclat particulier. »

Le père Allwohn ouvrit légèrement les yeux. Comme ils le regardaient tous, l'autre ! Son père n'avait pas de bonne chemise à se mettre et sa mère devait aller travailler à la journée comme laveuse.

« C'est, et cette rencontre a quelque chose de miraculeux, Messieurs, c'est un autre grand exemple de l'amour de la terre natale que nous voyons aujourd'hui devant nous. Et il semble que cette journée soit sanctifiée par tant d'amour pour notre terre, pour notre ville. Un homme qui a quitté Siebenwasser encore enfant, qui est allé en Amérique et qui là-bas, en dépit de toutes les forces adverses, est resté Allemand, cet homme est revenu à ses racines. Il est sorti victorieux de la lutte pour la vie. Il a forcé le bonheur. Mais il n'a pu contenter son cœur de l'or des terres étrangères. Sa vie penche vers la vieillesse. Il veut de nouveau être parmi nous. Il a emmené son enfant. Nous nous inclinons devant tant de fidélité. Le voici, à côté de moi, Jean-Gaspard Bäuerle, de Baltimore. Sois le bienvenu ! Tu es de nouveau parmi nous. La terre natale t'a retrouvé ! »

Schrader éleva son verre. Tout le monde était debout.

« Et c'est ainsi que nous te saluons, toi qui nous a conservé ta fidélité et ta foi. Nous te saluons comme le sang de notre sang, comme le fils de notre terre. Prend part à notre vie ! Dans la joie et la douleur. Prosit ! »

Tous élevèrent leur verre. Un grand silence s'étendit dans la salle. Et quand ils reposèrent leurs verres, il sembla qu'ils étaient tous un peu gênés.

Mais déjà la musique jouait.

« Un arbre se dresse dans l'Odenwald. »

Jean-Gaspard Bäuerle s'était levé de sa place à table, des larmes coulaient sur son visage et il chantait la chanson qu'on lui avait apprise à l'école, il y avait quarante-cinq ans.

Kilian Kern était assis dans la cuisine et mangeait. Avec le pochon, Regina versait la sauce aux oignons sur les pommes de terre. Kilian les écrasait avec sa fourchette sans parler. Le petit Otto était couché dans la corbeille à linge et dormait.

Dehors, le vent chassait des nuages hâtifs devant la lune.

Kilian Kern se leva. Il alla jusqu'à la porte, mit sa vieille vareuse de soldat, sa casquette et prit sa canne. « Je sors un instant. » Déjà il était dehors. Il descendit l'escalier avec des craquements, et Regina le vit se diriger vers l'auberge. Elle débarrassa la table, essuya la toile cirée, puis elle ouvrit l'armoire et sortit l'atlas. Elle tourna prudemment les pages. Voilà Paris, qu'il avait appelé « la joie du monde ». La nuit, quand elle se glissait vers lui dans le petit réduit à côté de la grange, il la prenait dans ses bras et elle ne pouvait se rassasier de l'entendre parler. Paris...

Regina regardait fixement la carte et ses doigts suivaient lentement les boucles de la Seine.

Kilian Kern alla au cabaret du village. Il but deux kirsch. A une table, l'on entendait de gros paysans gueuler contre l'Etat.

« Il a bien raison, hurla Adameck, lorsqu'il dit : Foutez les Juifs dehors. »

— « Il n'y a plus d'ordre dans le pays. »

— « Trois ans de service militaire et ça leur fera passer leurs bobards, aux gars des villes. »

— « Et puis une bonne petite guerre et nous serons tous bien contents », hurla Kilian Kern. Il paya et s'en alla en boitant, sans saluer.

« Que tout le monde écoute ! » Gerhart Träger était debout devant le front de sa section d'assaut. Quarante-cinq hommes étaient venus à l'exercice de nuit. Les uniformes étaient distribués. Ils avaient économisé, s'étaient cotisés pendant trois mois avant de pouvoir envoyer l'argent à Münich. Maintenant, enfin, ils étaient impeccables. C'était un jour solennel.

« Camarades du parti, avant de partir pour l'exercice de nuit, une brève nouvelle. Tous, vous avez sans doute été étonnés de voir que je suis le seul ce soir à ne pas porter l'uniforme d'honneur des S. A. En voici la raison. Il y a parmi nous un jeune homme qui n'a pu réunir à lui seul l'argent nécessaire pour acheter le vêtement de soldat d'Adolf Hitler. Il est pauvre. Nous sommes tous pauvres. Mais lui n'a rien du tout. Il a seulement l'esprit de sacrifice et un amour illimité pour le Führer, pour notre idéal, pour le Mouvement. C'est pourquoi je lui ai donné la chemise brune qui m'était destinée. Je le salue au nom du Führer. Je salue le volontaire des S. A. Hans Diefenbach. Heil ! »

Le « heil ! » de la troupe tonna dans la nuit. Puis ils se mirent en marche.

Comme ils entraient dans la forêt, l'ombre d'un arbre laissa glisser, lentement, Kilian Kern, le mutilé de guerre. Il les suivit en boitillant.

Un gong sonna. La lumière s'éteignit. Irène était assise à côté de son père. Deux coups de gong encore. Et le rideau s'ouvrit. Le conseiller Schrader se pencha vers Bäuerle : « Une petite fête de société, par politesse pour le vieux Monsieur. Pas à prendre au sérieux », dit-il à voix basse.

(à suivre)

livres

V. Pozner

MAL DE LUNE

Si l'évocation des amours illégitimes entre un Lunaire et une Terrienne vous intéresse, si vous êtes capable de vous émerveiller de la description poétique d'un arbre, d'un ruisseau, de l'eau, des pierres, de sons, d'oiseaux, découverts par un Lunaire qui, s'endormant sur la Terre, n'hésite pas à dire « J'ai fermé les yeux et la Lune en a profité pour disparaître » **; si vous êtes réceptif aux descriptions du monde mécanisé, fonctionnel, aseptisé, des Lunaires composées de « allant au travail » et de « sortant du travail », ainsi que de « teneurs au courant », de « soignants », de « techniciens ordinaires et spécialisés » et de « grands logiciens » numérotés, vous serez sensible au livre de Vladimir Pozner** Le mal de Lune, **écrit en un style naïf et amusant qui ne peut laisser le lecteur indifférent. A lui seul, cet aspect du roman vous le fera apprécier.**

Maintenant, si vous cherchez au-delà du roman d'anticipation, du roman d'aventures ou du roman d'amour, vous pourrez également retrouver les contours d'une histoire connue, moins gentillette celle-là, qui se dessine lentement tout au long du roman. Celle d'un monde moderne, rationnel, mécanisé, stratifié en couches sociales — le bas de l'échelle retranché dans les profondeurs de la Lune ; un monde où la police médicale emploie la médecine agissante pour enfermer en hôpital psychiatrique tous les habitants susceptibles d'en contaminer d'autres ; un monde qui va connaître la grande purge, pardon, la grande panne, entraînant une psychoépidémie ravageuse soignée, après arrestations massives, par des « micro-chocs électroniques et l'usage de produits psycho-pharmacologiques » **qui provoquent** « des accès de soumission, de docilité, de candeur, ainsi que des crises d'aveu et de dénonciations... ». **Un monde dont les dirigeants vous excluent sur une autre planète s'ils vous jugent dangereux.**

Et, face à cet univers sordide, il y la Terre, l'ancien monde, fleurie, ondoyante, verdoyante, chantante, abondante mais arriérée aussi, puisque revenue au temps de la préhistoire à la suite de la Grande Catastrophe qui l'a dévastée.

Note finale, note d'espoir. Le livre se termine sur l'image des Lunaires des basses régions qui se croisent les bras, les « allants et sortants » qui se rassemblent, discutent, décident, agissent, tournent leurs espoirs non plus vers la Grande Planète de leurs ancêtres — ce qui aurait été faire une chute dans la préhistoire — mais vers un autre univers laissé à l'imagination des lecteurs.

Véronique DESNAUX.

Le mal de Lune, de Vladimir Pozner - Ed. Juliand - 35 F.

L'EXORCISTE

de W. Friedkin

LE sujet avait déjà été traité : le diable lui-même vient troubler la vie tranquille des classes aisées des Etats-Unis d'aujourd'hui et se livre aux pires turpitudes sous les yeux effarés des plus grands savants. Les superstitions du Moyen Age triomphent sur la technique du XX[e] siècle et ce sont les curés catholiques et non les psychiatres qui disposent d'une méthode adaptée à la situation : l'exorcisme.

Outre ces idées réactionnaires, le metteur en scène spécule sur tous les sentiments que peuvent provoquer la transformation d'une fillette de 12 ans en monstre... diabolique, ceci à grand renfort des gros effets du Grand Guignol.

Un film de commerçant qui sait attirer le badaud par la manche.

Pierre BUISSON.

SÉLECTION TÉLÉVISION DE LA SEMAINE

Mardi 29 octobre

PREMIERE CHAINE (20 h 30) :

Socrate (deuxième épisode). Film de Roberto Rossellini. Le procès et la mort du grand philosophe mettent en lumière le fonctionnement et la crise des institutions athéniennes à la fin du V[e] siècle avant J-C.

DEUXIEME CHAINE (15 h 15) :

Une vie, film d'Alexandre Astruc, avec Maria Schell, Christian Marquand, Pascale Petit, d'après le roman de Guy de Maupassant.

Il s'agit plutôt d'une transposition du roman : le drame psychologique d'une jeune femme, déçue par son mariage qui la place à la merci d'un homme qui ne l'aime pas, décrit par Maupassant est devenu l'histoire d'une passion. Le livre était excellent, le film est un peu décevant.

DEUXIEME CHAINE (20 h 35) :

Les amitiés particulières, film de Jean Delannoy, avec Michel Bouquet, d'après le roman de Roger Peyrefitte.

L'amitié passionnée de deux jeunes garçons, internes dans un collège religieux. Les interventions des frères éducateurs amèneront le drame.

Mercredi 30 octobre

PREMIERE CHAINE (20 h 30) :

LETTRES OUVERTES : Georges Séguy, secrétaire général de la CGT, répondra à un certain nombre de questions posées par les téléspectateurs. Au programme, le cas de nos camarades de l'UAP exclus de la CGT : des questions qui embarrasseront peut-être Séguy...

TROISIEME CHAINE (20 h 35) :

Che Guevara : une rapide évocation de sa vie mouvementée. Mais, si l'on voit l'homme d'action, on ne voit guère le militant politique : ses idées, ses raisons de militant, ses objectifs sont complètement passés sous silence !

Jeudi 31 octobre

PREMIER CHAINE (20 h 30) :

GRAND ECRAN : Quadrille, film de Sacha Guitry. Une comédie de mœurs réussie.

Vendredi 1[er] novembre

PREMIERE CHAINE (21 h 45) :

LA TELEVISION DES AUTRES : Cher oncle Kyrara. Reportage sur la vie quotidienne d'un retraité à Tokyo, et **Le chant de Lubang,** qui retrace la recherche, dans la jungle des Philippines, d'un de ces soldats japonais qui, depuis 1945, se croient toujours en guerre.

Dimanche 3 novembre

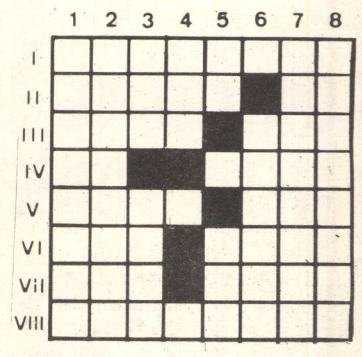
PREMIERE CHAINE (20 h 45) :

La mandarine, film d'Edouard Molinaro.

DEUXIEME CHAINE (22 h 45) :

CINE-CLUB : Psychose, un excellent film d'Alfred Hitchcock.

MOTS CROISES



HORIZONTALEMENT. — I. Dors presque. — II. Parfum - Relatif. — III. Grand magasin - Plan d'eau bouleversé. — IV. Négation - Continent. — V. Choisit - Jeu. — VI. Chevalier ou lectrice - Eminence. — VII. Lettres de tenir - Jointure des jambes. — VIII. Elles dépérissent.

VERTICALEMENT. — 1. Donne droit à l'auréole. — 2. Décoreront. — 3. Possessif - Sur la croix. — 4. Appellation désordonnée. — 5. Appel - Pas bien. — 6. Fasse siéger. — 7. Sorte de turbine. — 8. Récompensent l'enfant sage.

SOLUTION DU PROBLEME PRECEDENT

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
I	L	I	M	O	N	A	D	I	E	R
II	I	T	I	N	E	R	A	N	T	E
III	T	E	N	U	S	■	I	N	E	S
IV	T	■	I	■	■	L	S	O	■	I
V	E	R	A	F	L	E	■	V	A	S
VI	R	E	T	R	O	U	V	A	I	T
VII	A	G	U	E	R	R	I	■	S	E
VIII	I	N	R	I	■	R	E	V	E	R
IX	R	E	E	■	I	A	■	U	■	A
X	E	S	S	E	N	T	I	E	L	S

Pour quelques infirmières de plus...

A Lyon, le service des grands brûlés de l'hôpital Edouard-Herriot ne reçoit plus de malades depuis le 15 octobre. Cela par manque de personnel infirmier. En effet, pour s'occuper de dix-sept brûlés, il faut treize infirmières car il faut être quatre, par exemple, pour baigner un malade.

Or les infirmières ne sont plus que cinq (pour dix lits ouverts actuellement) et elles seront quatre fin octobre. Elles démissionnent car les conditions de travail sont très pénibles : il faut constamment surveiller les malades, souvent les infirmières n'ont même pas le temps de manger ou doivent parfois revenir la nuit. Le travail qu'elles font est particulier et demande une certaine formation. Or, pour ce travail astreignant, elles n'ont même pas une compensation financière puisqu'elles ne touchent pas la prime versée au personnel du pavillon d'urgence, alors que le pavillon des grands brûlés est lui aussi, par le fait, un pavillon d'urgence.

Bien sûr, la fermeture de ce service n'est pas un cas isolé. A Lyon, de plus en plus, des dizaines de lits et des services entiers sont fermés par manque de personnel. La semaine dernière, c'était le service de Stomatologie qui était fermé à l'hôpital de la Croix-Rousse. Mais, dans le cas des grands brûlés, on est frappé par le caractère scandaleux de la situation : il y a dans ce service des équipements d'avant-garde (chambre de thermorégulation unique en son genre, enceinte climatique et lit fluidifié dernier cri), des compétences humaines : mais parce que l'Etat ne veut pas payer convenablement les infirmières et améliorer leurs conditions de travail, le service doit refuser les malades !

Les grands brûlés devront être hospitalisés à l'hôpital Saint-Luc, hôpital privé qui possède un service spécialisé, mais il risque d'être rapidement surchargé. Aussi, quand on lit sous la plume **d'une journaliste du** *Progrès de Lyon* **: « *Un conseil pour terminer : ne pas envoyer un grand brûlé dans un centre spécialisé sans s'assurer qu'il peut être soigné* », on** se demande si cet **humour noir est** volontaire, tant **est odieuse cette** situation et odieuse **la société qui en** est la cause.

Correspondant LO

Comment le ministre de la Santé résoud le problème du manque de personnel dans les hôpitaux

DEPUIS plus d'un an, le problème du manque de personnel s'est aggravé dans des proportions jamais atteintes auparavant. C'est ainsi qu'une partie de la maternité de Port-Royal n'est pas réouverte depuis les morts de bébés au printemps dernier, un étage entier de la chirurgie cardiaque de l'hôpital Broussais n'a pas ouvert depuis les vacances, un étage d'urologie de Necker est dans le même cas, le service des grands brûlés d'Edouard-Herriot à Lyon ne reçoit plus de malades depuis le 15 octobre et la liste n'est sûrement pas complète.

Cette situation tient, essentiellement, aux faibles salaires pratiqués dans les hôpitaux. Les démissions sont nombreuses parmi le personnel soignant et comme les départs ne sont pas remplacés, certains démissionnent, non seulement à cause des salaires, mais à cause des conditions de travail qui s'aggravent de plus en plus pour ceux qui restent et doivent faire le travail de deux, trois ou quatre agents.

L'administration elle-même avait lancé un cri d'alarme et proposé que le salaire de début des infirmières soit porté à 2.000 F, il y a plus d'un an. Mais le ministère des Finances ne l'a pas accepté.

Le nombre officiel de démissions — publié par l'Assistance Publique de Paris — était, en juillet, de 100 par mois pour les infirmières diplômées.

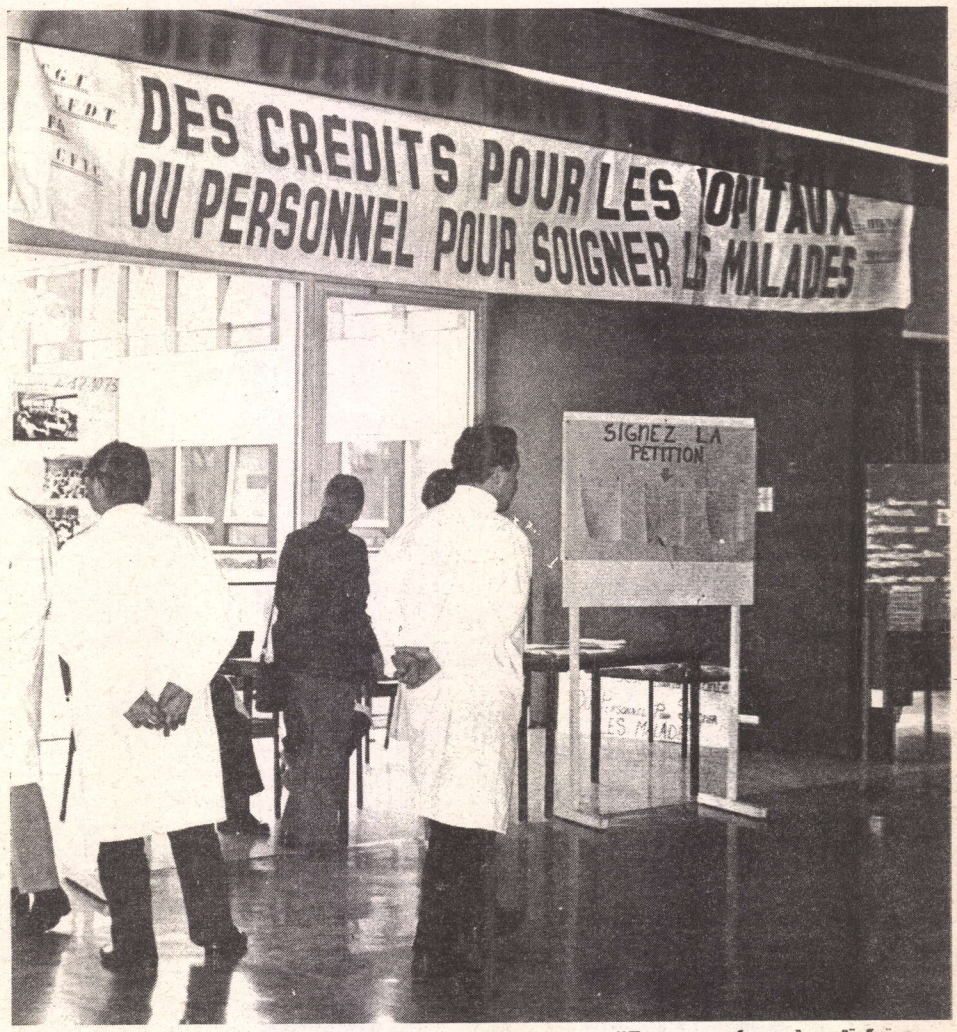
Le ministère de la Santé a donc décidé d'autoriser officiellement les directeurs d'hôpitaux à utiliser les élèves en stage pour remplacer le personnel manquant en leur versant une indemnité de 700 F mensuels pour les 11 semaines de stage à temps complet qu'elles effectuent à la fin de la deuxième année, à condition qu'elles remplacent le personnel avec « toutes les obligations des titulaires ».

Concrètement, cela veut dire qu'elles sont placées sous la tutelle des directeurs d'hôpitaux qui peuvent les changer de service chaque jour (selon les besoins), les changer d'équipe, même les changer d'hôpital, leur donner n'importe quel jour de congé, les mettre seules dans un service, bref, leur faire remplacer effectivement et très légalement le personnel infirmier... pour 700 F mensuels !

A Paris, prudente, l'administration a pris quelques précautions pour éviter les heurts : politique assez conciliante des chefs du personnel qui tentent de faire appel au volontariat pour les changements d'équipes, promesse que cette circulaire ne sera pas forcément appliquée dans les années qui suivent. Mais cela n'a dupé personne et la protestation a été pratiquement immédiate dans un certain nombre d'écoles par le refus pur et simple d'accepter l'application de la circulaire.

Deux délégations se sont déjà rendues vendredi 11 octobre au ministère de la Santé (environ 400 élèves présentes) et mardi 15 à la direction générale de l'AP (environ 300 élèves). Elles ont exigé qu'une déléguée par école soit reçue alors que la direction ne voulait que des permanents syndicaux. Pour le moment, la direction n'a rien cédé et tente à toute force de diviser les élèves entre les différentes promotions.

Mais les élèves se sont réunies elles-mêmes, comme l'an dernier, dans des coordinations regroupant une cinquantaine d'élèves d'une quinzaine d'écoles, ont exigé d'être présentes aux négociations, et commencent à reposer l'ensemble de leurs revendications à propos de la formation, du contrat qui les lie à l'AP et d'une rémunération qui leur permette de vivre au lieu des 425 F mensuels qui leur sont alloués.



Des revendications de plus en plus urgentes... que l'Etat se refuse à satisfaire.
(Ph. Fotolib)